

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-MARITIME DEUX-SEVRES

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V
du Code monétaire et financier au capital de 53 313 207,00 Euros
Siège social : 14, rue Louis Tardy 17140 LAGORD
399 354 810 R.C.S. La Rochelle

A. — Comptes Individuels au 31/12/2018.

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres en date du 25 janvier 2019 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 28 mars 2019.

I. — Bilan au 31 décembre 2018.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées		269 634	226 887
Caisse, banques centrales		91 532	76 614
Effets publics et valeurs assimilées	5	103 571	103 964
Créances sur les établissements de crédit	3	74 531	46 309
Opérations internes au Crédit Agricole	3	533 259	557 502
Opérations avec la clientèle	4	9 784 147	9 303 307
Opérations sur titres		612 101	653 513
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	333 905	322 512
Actions et autres titres à revenu variable	5	278 196	331 001
Valeurs immobilisées		1 131 692	1 112 171
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	972 344	970 358
Parts dans les entreprises liées	6-7	34 492	24 055
Immobilisations incorporelles	7	1 593	1 565
Immobilisations corporelles	7	123 263	116 193
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		294 708	299 984
Autres actifs	8	185 505	181 031
Comptes de régularisation	8	109 203	118 953
Total actif		12 625 541	12 153 364

Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées		59 110	44 081
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	59 110	44 081
Opérations internes au Crédit Agricole	10	6 416 107	6 271 995
Comptes créditeurs de la clientèle	11	3 905 289	3 722 407
Dettes représentées par un titre	12	18 699	17 288
Comptes de régularisation et passifs divers		273 154	227 857
Autres passifs	13	115 371	97 655
Comptes de régularisation	13	157 783	130 202
Provisions et dettes subordonnées		177 262	172 548
Provisions	14-15-16	85 181	82 645
Dettes subordonnées	18	92 081	89 903
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	17	84 927	84 927
Capitaux propres hors FRBG	19	1 690 993	1 612 261
Capital souscrit		53 313	53 313
Primes d'émission		150 179	150 179
Réserves		1 402 179	1 327 296
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		647	
Résultat de l'exercice		84 675	81 473
Total passif		12 625 541	12 153 364

Hors-bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés :		1 664 614	1 713 380
Engagements de financement	26	1 198 216	1 242 374
Engagements de garantie	26	465 315	467 998
Engagements sur titres	26	1 083	3 008
Engagements reçus :		2 682 861	2 495 245
Engagements de financement	26	23 110	33 030
Engagements de garantie	26	2 658 668	2 459 207
Engagements sur titres	26	1 083	3 008

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

— Opérations de change au comptant et à terme : note 23

— Opérations sur instruments financiers à terme : note 24

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2018.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	29	253 904	278 124
Intérêts et charges assimilées	29	-104 567	-139 790
Revenus des titres à revenu variable	30	34 862	32 186
Commissions Produits	31	152 261	157 024
Commissions Charges	31	-24 341	-26 258
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	32	777	1 078
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	33	-754	2 664
Autres produits d'exploitation bancaire	34	9 009	6 285
Autres charges d'exploitation bancaire	34	-3 101	-1 998
Produit net bancaire		318 050	309 315
Charges générales d'exploitation	35	-186 034	-181 722
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 097	-12 586
Résultat brut d'exploitation		120 919	115 007
Coût du risque	36	-5 855	8 743
Résultat d'exploitation		115 064	123 750
Résultat net sur actifs immobilisés	37	936	2 726
Résultat courant avant impôt		116 000	126 476
Résultat exceptionnel	38	1	320
Impôts sur les bénéfices	39	-31 326	-22 323
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			-23 000
Résultat net de l'exercice		84 675	81 473

III. — Notes annexes aux états financiers.

Note 1. — Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

1.1. Cadre juridique et financier. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres, 60 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est agréé, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, à la qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2018, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres fait partie, avec 38 autres Caisses Régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses Régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,26 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,59 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 4 378 305 actions propres au 31 décembre 2018, soit 0,15 % de son capital, contre 2 146 133 actions propres au 31 décembre 2017.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses Régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de

veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses Régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole. — L'appartenance à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses Régionales : Les Caisses Régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créateur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses Régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créateurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses Régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses Régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses Régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses Régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses Régionales par Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses Régionales. — Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses Régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Placement des excédents de fonds propres des Caisses Régionales auprès de Crédit Agricole S.A. : Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses Régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

— Opérations en devises : Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses Régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses Régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

— Couverture des risques de liquidité et de solvabilité : Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses Régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

Par ailleurs le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD et règlement sur le mécanisme de résolution unique transposés en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, le Conseil de résolution unique, autorité de résolution européenne, a été doté de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses Régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de résolution unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L. 613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses Régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de résolution unique, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

— Garanties spécifiques apportées par les Caisses Régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch) : Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses Régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses Régionales à l'issue de l'opération ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février 2016 (avenant n°2) et le 21 juillet 2016 (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses Régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses Régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses Régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit Net Bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses Régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses Régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2018 :

— Poursuite des investissements pour remplir son rôle d'entreprise distributive au service de nos clients : Le programme de déploiement du nouveau concept d'agences s'est poursuivi en 2018. A fin décembre, 71 agences sont livrées et 12 sont en travaux. A fin 2019, l'ensemble du parc aura été ou sera en cours de rénovation. Au total, un investissement de 74 M€ sur le territoire.

— Le maintien d'une politique régulière d'allègement du coût des ressources des exercices futurs : Remboursement anticipé de 106 millions d'Euros d'avances avec une soulte brute de -9,8 millions d'Euros et de 123 millions d'Euros de swap de macro couverture avec une soulte brute de -1,9 millions d'Euros.

— Renouvellement des opérations de Repo/Reverse repo : Les mises en pension d'obligations bancaires ont été renouvelées en 2018 pour 19 millions d'Euros sur 1 an et prise en pension d'obligations CADES éligible LCR pour un même montant ; opération réalisée avec CACIB.

La mise en pension de titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 a été renouvelée en 2018 pour 164 millions d'Euros sur 1 an, suivie de la prise en pension de 116 millions d'Euros d'obligations BPI et 48 millions d'Euros en SFIL ; opération réalisée avec Crédit Agricole SA.

— Opération de titrisation : Le 26 avril 2018, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2018) a été réalisée au sein du Groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses Régionales. Cette transaction est le second RMBS français placé dans le marché par le Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 » pour un montant de 1 milliard d'Euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 23 millions d'Euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2018. Elle a souscrit pour 3 millions d'Euros des titres subordonnés.

— Démembrement de swaps inflation : Suite à la fixation du taux du livret A par le gouvernement jusqu'au 1^{er} février 2020, le décorrélat de l'inflation, 125 millions d'Euros de swaps inflation ont été démembrés (sans soulte) en 125 millions d'Euros de swaps à échéance 1^{er} février 2020 et 125 millions d'Euros de swaps à partir du 1^{er} février 2020 jusqu'à l'échéance initiale. Les conditions de taux restent inchangées sur l'ensemble des dérivés.

— Autres événements : La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a comptabilisé un acompte sur dividende SAS Rue de la BOETIE pour un montant de 24,5 millions d'Euros contre 23,8 millions d'Euros en 2017 et un acompte sur dividende de 6,0 millions d'Euros de SACAM Mutualisation contre 6,1 millions d'Euros en 2017.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses Locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1 ^{ère} application : exercices ouverts à compter du
Règlement ANC n°2017-01 relatif au PCG concernant le traitement comptable des opérations de fusion et assimilées	30/12/2017	2018
Règlement 2018-01 relatif au changement de méthodes comptables, changements d'estimation et correction d'erreur	20/04/2018	2018

L'application de ces nouveaux règlements ne concerne pas la Caisse Régionale sur la période.

Au 1er janvier 2018, deux changements de méthode comptable ont été réalisés en l'absence de nouveau texte de l'ANC.

Le premier correspond à un nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit sur les encours sains, visant à transposer le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit selon l'approche IFRS 9 d'estimation des pertes attendues.

Le périmètre d'application de ce nouveau modèle de provisionnement concerne les encours de crédits (hors encours de leasing) ainsi que les engagements par signature, à savoir les engagements de financement et les engagements de garantie.

Dans le cadre du projet IFRS 9, le Groupe a pris la décision de principe d'aligner les dispositions qu'il applique pour déterminer la dépréciation pour risque de crédit dans les comptes individuels en normes françaises à celles utilisées dans les comptes consolidés en IFRS.

— Cet alignement de principe reste compatible avec une application des textes existants du référentiel français :

— Le principe de prudence, défini dans l'article L123-20 du Code de Commerce et repris dans l'article 121-4 du règlement 2014-03 (PCG) justifie, par nature, le provisionnement, y compris sur la base des pertes attendues.

— L'article 1121-3 du règlement 2014-07 relatif aux provisions de passif (poste 7) permet de provisionner, sur la base d'« événements survenus ou en cours », les encours ayant subi une dégradation significative de leur risque de crédit ou porteurs d'un risque ab initio.

— L'article 323-6 du règlement 2014-03 (PCG) relatif à l'évaluation des passifs permet de tenir compte des « événements futurs » dans l'estimation des provisions (assimilable à la composante forward-looking).

— Enfin, le Règlement 2018-01 qui modifie le Règlement 2014-03 permet le changement de méthode comptable à l'initiative de l'entreprise.

Les impacts liés à cet alignement sont enregistrés en capitaux propres d'ouverture et s'élèvent à 647 milliers d'Euros.

Le second changement de présentation dans le compte de résultat porte sur la reprise liée au passage du temps, ou effet de désactualisation, de la dépréciation des créances douteuses. L'article 1123-2 du règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire détaille la composition du poste d'intérêts et produits assimilés figurant en produit net bancaire. Concernant l'effet de désactualisation, il laisse le choix entre un enregistrement en produit net bancaire ou en coût du risque.

Le Conseil d'Etat, dans son arrêt du 10 mai 2017, a modifié la façon dont les opérations d'actualisation et de désactualisation doivent être appréhendées.

En effet, il a estimé que toute dépréciation constituée conformément à l'article 2231-2 du règlement 2014-07 de l'ANC enregistre « une diminution de la valeur vénale des encours ». Cela s'applique sans distinction à toute dépréciation et donc à la part des dépréciations résultant de l'actualisation des flux futurs.

Du fait de cette prise de position du Conseil d'Etat, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a adapté son suivi interne du coût du risque lié à ses créances douteuses, en alignant le traitement des reprises de dépréciations liées au passage du temps sur celui des dotations, ce qui signifie les intégrer dans son suivi du coût du risque et non plus dans son suivi du produit net bancaire.

Compte tenu de cette évolution, il a été décidé de présenter en coût du risque la reprise liée au passage du temps de la dépréciation des créances douteuses à compter du 1er janvier 2018. En effet, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres considère que l'alignement avec la position prise par le Conseil d'Etat permet de fournir une meilleure information financière au sens de l'article 122-2 du règlement ANC N°2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 concernant les changements de méthodes, changements d'estimation et corrections d'erreurs. Ce choix sera sans impact sur les capitaux propres d'ouverture

2.1. Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

— les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;

— les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;

— les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale. — En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines. — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

La notion de perte de crédit attendue "ECL". — L'ECL correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL. — La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements de financement.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

— Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Dégradation significative du risque de crédit. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque. La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (encours douteux).

— Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un deuxième niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

— La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours pour apprécier sur base collective les variations du risque de crédit peut évoluer en présence de nouvelles informations.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses. — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux. — Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations. — Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte. — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Risques-pays. — Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

Créances restructurées. — Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

— La valeur nominale du prêt ;

— Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés en encours douteux.

2.2. Portefeuille Titres. — Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

— s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

— s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme : - Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

— Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

— Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché. — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

— les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

— si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation.

En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement. — La caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées. — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres. — Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

— du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

— du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas opéré, en 2018, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.3. Immobilisations. — La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans (linéaire)
Second œuvre	20 ans (linéaire)
Mobilier	10 ans (linéaire)
Agencements	10 ans (linéaire)
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Véhicules	4 ans (linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er Janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;
- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er Janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers, versées aux Caisses Régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

En cas d'exposition, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Provision pour risques sur GIE d'investissement. — Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le

résultat net, de la participation de la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Conformément aux dispositions prévues par la IV^{ème} directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

— Opérations de marché : Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés : Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Crédit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

— Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels,
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les dotations aux succursales, les immobilisations des implantations à l'étranger, les titres d'investissement et de participation en devises achetés contre Euros sont convertis en Euros au cours du jour de la transaction. Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 23 et 24.

2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord signé en 2016 pour une durée de 3 ans, entre la Direction Générale et les syndicats qui définissent une enveloppe globale pour l'intéressement et la participation.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi. — Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

En application de ce règlement, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

2.13. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

2.14. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
A vue	15 843				15 843		15 843	223
A terme				39 649	39 649	37	39 686	24 032
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée		18 975			18 975	27	19 002	22 054
Prêts subordonnés								
Total	15 843	18 975		39 649	74 467	64	74 531	46 309
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							74 531	46 309
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	24 004				24 004		24 004	29 795
Comptes et avances à terme	1 974	15 839	225 786	97 933	341 532	3 589	345 121	366 560
Titres reçus en pension livrée		164 134			164 134		164 134	161 147
Prêts subordonnés								
Total	25 978	179 973	225 786	97 933	529 670	3 589	533 259	557 502
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							533 259	557 502
Total							607 790	603 811

Aucune créance sur les établissements de crédit n'est éligible au refinancement de la Banque Centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. — Opérations avec la clientèle.

4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	11 321	9			11 330		11 330	10 831
Autres concours à la clientèle	587 908	981 956	3 511 338	4 791 938	9 873 140	26 276	9 899 416	9 421 498
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	20 505				20 505	32	20 537	31 360
Dépréciations							-147 136	-160 382
Valeur nette au bilan							9 784 147	9 303 307

Parmi les créances sur la clientèle 1 809 667 milliers d'Euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2018 contre 1 867 744 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 39 556 milliers d'Euros au 31 décembre 2018 contre 40 276 milliers d'Euros au 31 décembre 2017. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	5 319 638	69 675	45 653	-43 591	-29 378	4 983 792	77 799	45 849	-45 618	-28 257
Agriculteurs	1 400 367	44 609	28 439	-34 341	-23 222	1 368 434	45 228	26 813	-36 646	-22 419
Autres professionnels	1 001 216	29 388	18 982	-19 130	-13 589	956 535	31 412	21 451	-21 271	-15 703
Clientèle financière	164 749	9 978	5 629	-7 259	-4 642	142 837	9 503	7 637	-6 630	-5 275
Entreprises	1 462 514	57 679	44 142	-42 626	-34 968	1 417 596	68 734	54 125	-49 973	-42 891
Collectivités publiques	546 441									
Autres agents économiques	36 358	198	197	-189	-189	35 924	253	253	-244	-244
Total	9 931 283	211 527	143 042	-147 136	-105 988	9 463 689	232 929	156 128	-160 382	-114 789

Note 5. — Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				102 748	102 748	103 141
Dont surcote restant à amortir				2 844	2 844	3 415
Dont décote restant à amortir				-3 238	-3 238	-3 932
Créances rattachées				823	823	823
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				103 571	103 571	103 964
Obligations et autres titres à revenu fixe -1:						
Emis par organismes publics				3 006	3 006	3 008
Autres émetteurs :		7 744		321 434	329 178	317 518
Dont surcote restant à amortir				3 826	3 826	4 135
Dont décote restant à amortir				-3 103	-3 103	-2 024
Créances rattachées		21		1 788	1 809	1 989
Dépréciations		-88			-88	-3
Valeur nette au bilan		7 677		326 228	333 905	322 512
Actions et autres titres à revenu variable		282 470			282 470	334 707
Créances rattachées						
Dépréciations		-4 274			-4 274	-3 706
Valeur nette au bilan		278 196			278 196	331 001
Total		285 873		429 799	715 672	757 477
Valeurs estimatives		292 516		441 081	733 597	785 113

(1) : dont 47 772 milliers d'Euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2018 et 52 221 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

Valeurs estimatives : La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 6 662 milliers d'Euros au 31 décembre 2018, contre 9 669 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 14 340 milliers d'Euros au 31 décembre 2018, contre 20 856 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Administration et banques centrales (y compris Etats)	3 006	3 008
Etablissements de crédit	86 752	76 807
Clientèle financière	485 561	535 027
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	39 335	40 391
Divers et non ventilés		
Total en principal	614 654	655 233
Créances rattachées	1 809	1 989
Dépréciations	-4 362	3 709
Valeur nette au bilan	612 101	653 513

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres ne détient aucun titre d'État.

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	332 184	102 748	282 470	717 402	320 526	103 141	334 707	758 374
Dont titres cotés	117 966	102 748		220 714	112 482	103 141		215 623
Dont titres non cotés (1)	214 218		282 470	496 688	208 044		334 707	542 751
Créances rattachées	1 809	823		2 632	1 989	823		2 812
Dépréciations	-88		-4 274	-4 362	-3		-3 706	-3 709
Valeur nette au bilan	333 905	103 571	278 196	715 672	322 512	103 964	331 001	757 477

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

— OPCVM français 278 196 milliers d'Euros

dont OPCVM français de capitalisation 222 733 milliers d'Euros

OPCVM étrangers 1 000 milliers d'Euros.

dont OPCVM étrangers de capitalisation 1 000 milliers d'Euros

Un OPCVM sous contrôle exclusif, le FCP FORCE CM2S figure à l'actif du bilan pour 125 298 milliers d'Euros. Sa valeur estimative au 31 décembre 2018 s'élève à 129 999 milliers d'Euros.

— La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2018 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires	15 004	15 003
OPCVM obligataires	250 682	255 214
OPCVM actions	5 904	5 722
OPCVM autres	6 606	8 916
Total	278 196	284 855

5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	3 006	12 597	104 363	212 218	332 184	1 809	333 993	322 515
Dépréciations							-88	-3
Valeur nette au bilan	3 006	12 597	104 363	212 218	332 184	1 809	333 905	322 512
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute			95 044	7 704	102 748	823	103 571	103 964
Dépréciations								
Valeur nette au bilan			95 044	7 704	102 748	823	103 571	103 964

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2017.

	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brutes	Nettes					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit		néant									
Participations dans des établissements de crédit		néant									
Autres parts dans les entreprises liées :					14 105	10 985	17 372	0	853	-1 016	0
SAS COFISA	€	915	82	100,00%	915	915	0	0	0	-1	0
SAS CMDS SQUARE HABITAT (données au 30.09.2017)	€	3 685	-2 579	100,00%	3 840	720	6 802	0	853	-1 015	0
SAS Fief Nouveau	€	7 500	-35	100,00%	7 500	7 500	10 570	0	0	0	0
SAS Saintonge Immobilier	€	1 850		100,00%	1 850	1 850	2 000	0	0	0	0
Autres titres de participations :					965 424	958 284	8 981	0	1 821 760	1 339 511	32 159
SAS C2MS	€	53 053	8 417	2,36%	1 369	1 369	0	0	6 287	6 511	97
SAS CA PAYMENTS SERVICES	€	49 026	2 492	1,16%	569	569	0	0	307 793	652	0
SNC CREDIT AGRICOLE TITRES	€	15 245	41 997	1,60%	869	869	0	0	139 200	1 460	0
SA DELTA	€	79 550	-1 639	2,35%	1 872	1 872	0	0	0	-35	0
SAS SACAM ASSURANCE CAUTION	€	13 713	22 794	2,07%	948	948	0	0	1 873	1 825	36
SAS SACAM AVENIR	€	192 189	-179	0,98%	1 883	1 883	0	0	0	-30	0
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	€	725 470	9 397	2,49%	18 228	18 228	8 525	0	27 069	-3 909	71
SAS SACAM FIRECA	€	22 509	-1 861	2,40%	1 073	426	0	0	0	-812	0
SAS SACAM IMMOBILIER	€	139 587	6 484	2,27%	3 175	3 175	0	0	6 172	5 984	130
SAS SACAM INTERNATIONAL	€	522 023	130 325	2,48%	22 339	15 846	0	0	85 472	85 139	283
SNC SACAM MUTUALISATION	€	18 556 677	3 346	2,22%	413 289	413 289	0	0	277 784	275 279	6 022
SAS SACAM PARTICIPATIONS	€	62 557	15 253	2,35%	1 707	1 707	0	0	2 074	837	196

SAS RUE LA BOETIE	€	2 744 902	16 532 788	2,48%	483 304	483 304	0	0	968 036	961 957	24 868
UNI EXPANSION OUEST	€	134 113	47 526	9,13%	14 799	14 799	456	0	0	4 653	456
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres											
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit											
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées		néant			598	487	3 550	0	0	-4	0
Autres titres de participations		néant			2 848	2 388					90
Total parts dans les entreprises liées et participations					982 975	972 144	29 903	0	1 822 613	1 338 491	32 249

Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	14 703	11 652	14 353	11 685
Titres cotés				
Avances consolidables	22 922	22 922	12 453	12 452
Créances rattachées				
Dépréciations	-3 133		-2 751	
Valeur nette au bilan	34 492	34 574	24 055	24 137
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	968 272	1 250 572	967 606	1 216 034
Titres cotés				
Avances consolidables	9 071	9 071	8 524	8 525
Créances rattachées	121	121	127	127
Dépréciations	-7 600		-8 890	
Sous-total titres de participation	969 864	1 259 764	967 367	1 224 686
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	2 030	2 030	2 541	2 541
Titres cotés				
Avances consolidables	450	450	450	450
Créances rattachées				
Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme	2 480	2 480	2 991	2 991
Valeur nette au bilan	972 344	1 262 244	970 358	1 227 677
Total des titres de participation	1 006 836	1 296 818	994 413	1 251 814

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes :				
Titres non cotés	985 005		984 500	
Titres cotés				
Total	985 005		984 500	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2018
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	14 353	350			14 703
Avances consolidables	12 453	10 469			22 922
Créances rattachées					
Dépréciations	-2 751	-453	71		-3 133
Valeur nette au bilan	24 055	10 366	71		34 492
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	967 606	716	-50		968 272
Avances consolidables	8 524	547			9 071
Créances rattachées	127	3	-9		121
Dépréciations	-8 890	-132	1 422		-7 600
Sous-total titres de participation	967 367	1 134	1 363		969 864
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	2 541	13 108	-13 619		2 030
Avances consolidables	450				450
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	2 991	13 108	-13 619		2 480
Valeur nette au bilan	970 358	14 242	-12 256		972 344
Total	994 413	24 608	-12 185		1 006 836

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	247 502	24 824	-37 185		235 141
Amortissements et dépréciations	-131 309	-11 213	30 644		-111 878
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	116 193	13 611	-6 541		123 263
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	11 751	85			11 836
Amortissements et dépréciations	-10 186	-57			-10 243
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	1 565	28			1 593
Total	117 758	13 639	-6 541		124 856

Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers	15	15
Débiteurs divers (2)	185 437	180 975
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	53	41
Valeur nette au bilan	185 505	181 031
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	44 821	56 854

Comptes d'ajustement et comptes d'écart	4	21
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	251	268
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	3 119	3 252
Autres produits à recevoir	51 625	53 244
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	9 383	5 314
Valeur nette au bilan	109 203	118 953
Total	294 708	299 984

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 3 830 milliers d'Euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2018	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2018
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	160 382	36 133	-47 297	-2 082		147 136
Sur opérations sur titres	3 709	697	-44			4 362
Sur valeurs immobilisées	11 814	585	-1 666			10 733
Sur autres actifs	370	57	-4			423
Total	176 275	37 472	-49 011	-2 082		162 654

Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
A vue	3 651				3 651		3 651	2 486
A terme				35 221	35 221	1 187	36 408	19 488
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée		18 975			18 975	76	19 051	22 107
Valeur au bilan	3 651	18 975		35 221	57 847	1 263	59 110	44 081
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	32 319				32 319		32 319	16 143
Comptes et avances à terme	940 654	1 686 544	2 178 345	1 411 158	6 216 701	2 718	6 219 419	6 094 451
Titres donnés en pension livrée		164 134			164 134	235	164 369	161 401
Valeur au bilan	972 973	1 850 678	2 178 345	1 411 158	6 413 154	2 953	6 416 107	6 271 995
Total	976 624	1 869 653	2 178 345	1 446 379	6 471 001	4 216	6 475 217	6 316 076

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale (Cf. Cadre Juridique et Financier).

Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.

11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	2 995 899				2 995 899	7	2 995 906	2 704 343
Comptes d'épargne à régime spécial :	47 551				47 551		47 551	49 122
A vue	47 551				47 551		47 551	49 122
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	106 434	309 744	384 655	55 867	856 700	5 132	861 832	968 942
A vue	1 871				1 871		1 871	27 133
A terme	104 563	309 744	384 655	55 867	854 829	5 132	859 961	941 809
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	3 149 884	309 744	384 655	55 867	3 900 150	5 139	3 905 289	3 722 407

11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Particuliers	1 800 011	1 768 975
Agriculteurs	395 099	339 191
Autres professionnels	242 752	230 403
Clientèle financière	79 867	57 483
Entreprises	1 262 251	1 204 758
Collectivités publiques	8 336	10 255
Autres agents économiques	111 834	104 500
Total en principal	3 900 150	3 715 565
Dettes rattachées	5 139	6 842
Valeur au bilan	3 905 289	3 722 407

Note 12. Dettes représentées par un titre.

— Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	6				6		6	7
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables	6 345	8 707	3 600		18 652	41	18 693	17 281
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan	6 351	8 707	3 600		18 658	41	18 699	17 288

Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	102	77
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	111 032	92 351
Versements restant à effectuer sur titres	4 237	5 227
Valeur au bilan	115 371	97 655
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	31 130	5 129
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	61 275	55 865
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	1 761	2 915
Autres charges à payer	57 340	56 062
Autres comptes de régularisation	6 277	10 231
Valeur au bilan	157 783	130 202
Total	273 154	227 857
(1) Les montants incluent les dettes rattachées.		

Note 14. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements (5)	Solde au 31/12/2018
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	61			-22		39
Provisions pour autres engagements sociaux	1 363			-26	-64	1 273
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	4 632	6 578	-10	-5 430	5 553	11 323
Provisions pour litiges fiscaux (1)	1					1
Provisions pour autres litiges	3 378	415	-198	-832		2 763
Provision pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (3)	55 072	238 944		-235 542	-6 200	52 274
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (3)	76	8				84
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	11 869	608		-179		12 298
Autres provisions	6 193	4 538	-2 746	-2 923	64	5 126
Valeur au bilan	82 645	251 091	-2 954	-244 954	-647	85 181

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles CRR/CRD4.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Voir note 15 ci-après(5) Dont 64 milliers d'Euros de provision pour le Plan de Sauvegarde de l'emploi mis en place lors du transfert de site Lagord, retraité en provisions pour engagement sociaux. Dont 5 553 milliers d'Euros de reclassement des provisions pour risques de crédit assujetties sur les engagements par signature désormais présentées sur la ligne « provisions pour risques d'exécution des engagements par signature ». Dont 647 milliers d'Euros d'impact par capitaux propres du nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit sur les encours sains, visant à transposer le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit selon l'approche IFRS 9 d'estimation des pertes attendues (cf. note 2 – principes et méthodes comptables).

Note 15. – Epargne logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	260 362	220 599
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	846 129	779 809
Ancienneté de plus de 10 ans	1 141 645	1 148 747
Total plans d'épargne-logement	2 248 136	2 149 155
Total comptes épargne-logement	277 697	278 523
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 525 833	2 427 678

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement	6 113	8 638
Comptes épargne-logement	34 863	44 731
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	40 976	53 369

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	576	262
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	6 679	6 428
Ancienneté de plus de 10 ans	5 016	5 166
Total plans d'épargne-logement	12 271	11 856
Total comptes épargne-logement	27	13
Total provision au titre des contrats épargne-logement	12 298	11 869

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Plans d'épargne-logement :	11 856	594	179	12 271
Comptes épargne-logement :	13	14	0	27
Total provision au titre des contrats épargne-logement	11 869	608	179	12 298

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2018 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collective.

Note 16. — Engagements sociaux : Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dette actuarielle au 31/12/N-1	30 897	29 659
Coût des services rendus sur l'exercice	2 157	2 207
Coût financier	422	403
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-65	-14
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-1 053	-1 368
(Gains) / pertes actuariels	82	9
Dette actuarielle au 31/12/n	32 440	30 896

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Coût des services rendus	2 158	2 207
Coût financier	423	403
Rendement attendu des actifs	-367	-308
Coût des services passés	0	0
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	320	327
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	0	0
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	45 999	45 729

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	27 135	25 511
Rendement attendu des actifs	366	308
Gains / (pertes) actuariels	76	47
Cotisations payées par l'employeur	2 555	2 652
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-65	-14
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-1 053	-1 368
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/n	29 014	27 136

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dette actuarielle au 31/12/N	-2 066	-2 015
Impact de la limitation d'actifs	0	0
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	269	260
Juste valeur des actifs fin de période	1 798	1 756
Position nette (passif) / actifs au 31/12/n	72 480	70 237

Hypothèses actuarielles utilisées :

Au 31 décembre 2018, les taux de sensibilité démontrent que :

— une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -6,51% ;

– une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de +7,19%.

Note 17. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Fonds pour risques bancaires généraux	84 927	84 927
Valeur au bilan	84 927	84 927

Note 18. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				91 867	91 867	214	92 081	89 903
Dépôts de Garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan				91 867	91 867	214	91 081	89 903
(1) Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 1 811 milliers d'Euros au 31 décembre 2018 contre 1 583 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.								

Note 19. – Variation des capitaux propres (avant répartition).

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2016	53 313	907 735	343 383	151 837			81 081	1 537 349
Dividendes versés au titre de N-2							-6 561	-6 561
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		55 886	18 643	-9			-74 520	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							81 473	81 473
Autres variations								
Solde au 31/12/2017	53 313	963 621	362 026	151 828			81 473	1 612 261
Dividendes versés au titre de N-1							-6 590	-6 590
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		56 158	18 719	653			-74 883	647
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							84 675	84 675
Autres variations								
Solde au 31/12/2018	53 313	1 019 779	380 745	152 481			84 675	1 690 993

- Nombre de parts sociales: 2 621 961 et nombre de Certificats Coopératifs d'Associés : 873 987 à 15,25€
- Dont 116 459 milliers d'Euros de prime d'émission, dont 33 720 milliers d'Euros de prime de fusion.

Note 20. – Composition des fonds propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres	1 690 993	1 612 261
Fonds pour risques bancaires généraux	84 927	84 927
Dettes subordonnées et titres participatifs	92 081	89 903
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	1 868 001	1 787 091

Note 21. – Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations.

(En milliers d'Euros)	Solde N	Solde N-1
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	32 443	21 427
Sur les établissements de crédit et institutions financières	9 521	8 975
Sur la clientèle	22 922	12 452
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	0	0
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	0	0
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
(1) Augmentation due à l'avance en compte courant CMDS Square Habitat, Fief Nouveau et CA CMDS Expansion.		

Note 22. – Opérations effectuées en devises.

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	12 638 425	12 450 293	12 168 914	12 006 038
Autres devises de l'Union Européenne	285	285	316	316
Franc Suisse	23	23	4	4
Dollar	7 480	7 480	6 096	6 096
Yen	16	16	30	30
Autres devises	50	50	108	108
Valeur brute	12 646 279	12 458 147	12 175 468	12 012 592
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	141 916	167 394	154 174	140 772
Dépréciations	-162 654		-176 278	
Total	12 625 541	12 625 541	12 153 364	12 153 364

Note 23. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant :				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme :	29 802	29 801	36 337	36 330
Devises	15 108	15 108	17 790	17 790
Euros	14 694	14 693	18 547	18 540
Prêts et emprunts en devises				

Total	29 802	29 801	36 337	36 330
-------	--------	--------	--------	--------

Note 24. – Opérations sur instruments financiers à terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	1 974 109	98 297	2 072 406	2 140 967
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	1 974 109	98 297	2 072 406	2 140 967
Swaps de taux d'intérêt	1 974 109	98 297	2 072 406	2 140 967
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		643 142	643 142	981 420
Opérations sur marchés organisés :				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré :		643 142	643 142	981 420
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		321 571	321 571	490 710
Vendus		321 571	321 571	490 710
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit :				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	1 974 109	741 439	2 715 548	3 122 387

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de

swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

24.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2018			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	643 142			643 142					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	419 639	1 219 450	433 317	419 639	1 219 450	433 317			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 062 781	1 219 450	433 317	1 062 781	1 219 450	433 317			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	59 602			59 602					
Sous total	59 602			59 602					
Total	1 122 383	1 219 450	433 317	1 122 383	1 219 450	433 317			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2017			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	981 420			981 420					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	594 331	1 127 468	419 168	594 331	1 127 468	419 168			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 575 751	1 127 468	419 168	1 575 751	1 127 468	419 168			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	59 209	13 458		59 209	13 458				
Sous total	59 209	13 458		59 209	13 458				
Total	1 634 960	1 140 926	419 168	1 634 960	1 140 926	419 168			

24.2. Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2018	Juste Valeur Négative au 31/12/2018	Encours Notionnel au 31/12/2018	Juste Valeur Positive au 31/12/2017	Juste Valeur Négative au 31/12/2017	Encours Notionnel au 31/12/2017
Futures						
Options de change	2 340	2 340	643 142			981 420
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	31 731	28 348	2 072 406	24 733	46 729	2 140 967
Caps, Floors, Collars						
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	34 071	30 688	2 715 548	24 733	46 729	3 122 387
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	575	575	59 602			72 667
Sous total	575	575	59 602			72 667
Total	34 646	31 263	2 775 150	24 733	46 729	3 195 054

24.3 - Information sur les Swaps :

— Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux	98 297	276 109	1 698 000	
Contrats assimilés (1)				
(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.				

Note 25. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

— Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel (*)	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel (*)	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	676	55	731	779	971	1 750
Risques sur les autres contreparties :	746	486	1 235	4 494	3 898	8 392
Total avant effet des accords de compensation	1 421	544	1 965	5 273	4 869	10 142
Dont risques sur contrats de :						
– Taux d'intérêt, change et matières premières	1 421	544	1 965	5 273	4 869	10 142
– Dérivés actions et sur indices						
Total avant effet des accords de compensation	1 421	544	1 965	5 273	4 869	10 142
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation	0	0	0	0	0	0
Total après effet des accords de compensation et de collatéralisation	1 421	544	1 965	5 273	4 869	10 142

(*) calculé selon les normes prudentielles CRR / CRD4.

Note 26. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement	1 198 216	1 242 374
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1	1
Engagements en faveur de la clientèle	1 198 215	1 242 373
Ouverture de crédits confirmés	699 713	802 115
Ouverture de crédits documentaires	145	3 727
Autres ouvertures de crédits confirmés	699 568	798 388
Autres engagements en faveur de la clientèle	498 502	440 258
Engagements de garantie :	465 315	467 998
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	239 987	233 912
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 643	2 973
Autres garanties	237 344	230 939
Engagements d'ordre de la clientèle	225 328	234 086
Cautions immobilières	22 679	29 414
Autres garanties d'ordre de la clientèle	202 649	204 672
Engagements sur titres :	1 083	3 008
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	1 083	3 008
Engagements reçus :		
Engagements de financement	23 110	33 030
Engagements reçus d'établissements de crédit	23 110	33 030
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie :	2 658 668	2 459 207
Engagements reçus d'établissements de crédit	125 728	108 843
Engagements reçus de la clientèle	2 532 940	2 350 364
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	483 274	471 275
Autres garanties reçues	2 049 666	1 879 089
Engagements sur titres :	1 083	3 008
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	1 083	3 008

Engagements donnés de garantie d'ordre d'établissements de crédit – Autres garanties : dont 230 939 milliers d'Euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2014 pour 599 940 milliers d'Euros.

Note 27. – Actifs donnés et reçus en garantie.

Créances apportées en garantie : Au cours de l'année 2018, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté 2 788 618 milliers d'Euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 732 417 milliers d'Euros en 2017. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté :

- 1 798 754 milliers d'Euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 867 291 milliers d'Euros en 2017
- 179 204 milliers d'Euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 186 407 milliers d'Euros en 2017
- 810 660 milliers d'Euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 678 719 milliers d'Euros en 2017.

Note 28. – Engagements donnés aux entreprises liées.

Aux termes de conventions de garantie conclues par les Caisses Régionales de Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A., la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est engagée dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. au bénéfice des tiers, créanciers de celle-ci. Le montant de cet engagement s'élève à 1 605 671 milliers d'Euros.

Note 29. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 891	3 265
Sur opérations internes au Crédit Agricole	21 328	22 283
Sur opérations avec la clientèle	222 832	244 910
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	6 853	7 657
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		9
Intérêts et produits assimilés	253 904	278 124
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 086	-3 507
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-71 886	-96 563
Sur opérations avec la clientèle	-28 675	-34 426
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-827	-5 214
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre	-91	-77
Autres intérêts et charges assimilées	-2	-3
Intérêts et charges assimilées	-104 567	-139 790
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	149 337	138 334
(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2018 est de 1 811 milliers d'Euros, il était de 1 583 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.		

La baisse des intérêts est liée au transfert en coût du risque de l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses pour 2 082 milliers d'Euros.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 30. – Revenus des titres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	32 629	32 034
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	2 233	152
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	34 862	32 186

Note 31. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	317	-111	206	510	-134	376
Sur opérations internes au Crédit Agricole	11 529	-14 630	-3 101	13 441	-15 530	-2 089
Sur opérations avec la clientèle	38 119	-936	37 183	38 326	-1 070	37 256
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	105		105	93		93
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	102 000	-8 429	93 571	104 394	-9 311	95 083
Provision pour risques sur commissions	191	-235	-44	260	-213	47
Total produit net des commissions	152 261	-24 341	127 920	157 024	-26 258	130 766
(1) dont prestations assurance-vie : 21 783 milliers d'Euros.						

Note 32. – Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	302	339
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	475	739
Gains ou pertes des Opérations sur portefeuilles de négociations	777	1 078

Note 33. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-695	-62
Reprises de dépréciations	44	72
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-651	10
Plus-values de cession réalisées		2 865
Moins-values de cession réalisées	-103	-211
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-103	2 654
Solde des opérations sur titres de placement	-754	2 664
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Gains ou pertes sur Opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-754	2 664

Note 34. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Produits divers	8 987	6 198
Quote part des opérations faites en commun	22	87
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions		
Autres produits d'exploitation bancaire	9 009	6 285
Charges diverses	-1 219	-935
Quote part des opérations faites en commun	-1 072	-1 063
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-810	
Autres charges d'exploitation bancaire	-3 101	-1 998
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	5 908	4 287

Note 35. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel		
Salaires et traitements :	-65 289	-66 331
Charges sociales :	-32 929	-30 219
dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-6 722	-6 943
Intéressement et participation	-11 286	-10 869
Impôts et taxes sur rémunérations	-10 169	-13 401
Total des charges de personnel	-119 673	-120 820
Refacturation et transferts de charges de personnel	2 845	4 400
Frais de personnel nets	-116 828	-116 420
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-4 692	-5 915
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-65 305	-61 171
Total des charges administratives	-69 997	-67 086
Refacturation et transferts de charges administratives	791	1 784
Frais administratifs nets	-69 206	-65 302
Charges générales d'exploitation	-186 034	-181 722
(1) dont 1 541 milliers d'Euros au titre du fond de résolution unique.		

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Au titre de l'exercice écoulé, un montant de 3 107 milliers d'Euros a été accordé à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Il a été utilisé dans sa totalité au 31 décembre 2018 pour les dépenses suivantes:

— Domaine investissement/innovation des agences collaboratives.

— Effectif moyen par catégorie : (Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2018	31/12/2017
Cadres	409	402
Non cadres	1 246	1 268
Total de l'effectif moyen	1 655	1 670
Dont :		
France	1 655	1 670
Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Au 31 décembre 2018, les rémunérations des principaux cadres dirigeants s'élèvent à (salaire, avantages et IFC) à 3 608 milliers d'Euros. Le montant global des avances et crédits octroyés en 2017 aux membres du Conseil et aux cadres dirigeants s'élève à 286 milliers d'Euros.

Note 36. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux provisions et dépréciations :	-283 461	-291 690
Dépréciations de créances douteuses	-34 944	-57 281
Autres provisions et dépréciations	-248 517	-234 409
Reprises de provisions et dépréciations :	291 134	325 455
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	46 989	74 135
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	244 145	251 320
Variation des provisions et dépréciations :	7 673	33 765
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-509	-343
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-12 982	-25 917
Décote sur prêts restructurés	-406	-82
Récupérations sur créances amorties	369	1 320
Autres pertes		
Autres produits		
Cout du risque	-5 855	8 743
(1) dont 889 milliers d'Euros utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromises et 2 082 milliers d'Euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses. (2) dont 208 milliers d'Euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif, (3) dont 133 milliers d'Euros sur les créances douteuses compromises, (4) dont 11 885 milliers d'Euros sur les créances douteuses compromises.		

Note 37. – Résultat net sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations :	-585	-1 548
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-585	-1 548
Reprises de dépréciations :	1 493	1 594
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	1 493	1 594
Dotation ou reprise nette aux dépréciations :	908	46
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	908	46
Plus-values de cessions réalisées :	0	4 161
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		4 161
Moins-values de cessions réalisées :	-30	-1 464
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-30	-1 464
Pertes sur créances liées à des titres de participation		

Solde des plus et moins-values de cessions :	-30	2 697
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-30	2 697
Solde en perte ou en bénéfice	878	2 743
Immobilisations corporelles et incorporelles :		
Plus-values de cessions	257	49
Moins-values de cessions	-199	-66
Solde en perte ou en bénéfice	58	-17
Résultat net sur actifs immobilisés	936	2 726

Note 38. – Charges et produits exceptionnels.

La Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a comptabilisé un résultat exceptionnel de 1 millier d'Euros suite une reprise de provision à l'issue du plan de sauvegarde de l'emploi mis en place lors du transfert du site à LAGORD.

Note 39. – Impôt sur les bénéfices.

Le principe général est exposé dans la note 2.14 : la Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres a signé avec le Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Ainsi, au 31 décembre 2018, le montant de l'impôt sur les bénéfices s'élève à 31 326 milliers d'Euros.

Note 40. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

La Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres commercialise toute la gamme de services bancaire et financiers: supports d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placements d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiement.

La Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres commercialise également une très large gamme de produits d'assurance IARD et prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance-vie.

La Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres exerce la totalité de son activité en France et dans la banque de proximité.

Note 41. – Affectation des résultats.

(Projet soumis à l'approbation de l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres).

Le résultat net de l'exercice 2018 s'élève à	84 675 234,43 €
Le report à nouveau créditeur s'élève à	646 939,29 €
Soit un résultat à affecter de	85 322 173,72 €

— L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide, conformément aux dispositions de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier, de répartir ainsi qu'il suit les excédents de l'exercice 2018 :

Total à affecter :	85 322 173,72 €
Réserve spéciale œuvres d'art la somme de :	6 054,31 €
Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés pour un montant de :	6 350 642,58 €
Fixer le taux d'intérêts aux parts sociales à 2,80 %, soit un montant à payer de :	1 119 577,04 €
Affecter le solde des excédents, soit :	77 845 899,79 €
¾ à la réserve légale	58 384 424,84 €
¼ à la réserve statutaire	19 461 474,95 €

— Montants de distribution unitaires :

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2015	7,143	0,163
2016	6,958	0,183
2017	6,992	0,183
Prévu 2018	7,266	0,427

Note 42. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 43. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros hors taxes)	Ady	%	Ernst & Young	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	89	96%	108	81%
Autres services	0		0	

Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0		0	
Autres prestations	0		0	
Services autres que la certification des comptes	3	4%	25	19%
Total	92	100%	111	100%

IV. — Disposition du rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres en date du 25 janvier 2019 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 28 mars 2019.

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

I. — Cadre Général.

Présentation juridique de l'entité :

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel De Charente-Maritime Deux-Sèvres,
14 rue Louis Tardy
17 140 LAGORD
Immatriculation au RCS de La Rochelle en date du 01/10/2016
N° d'immatriculation : D399 354 810 (94D125)
Code APE : 6419 Z

Forme Juridique. — Société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Objet social. — Réalisation de toutes opérations de crédit, de banque, de caution, de prises de participation, de finance, de courtage notamment d'assurance, de commission, d'arbitrage, de services d'investissement et de toutes activités connexes (opérations mobilières ou immobilières).

Sont rattachées à la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres, 60 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire. La Caisse régionale fait partie avec 38 autres Caisses Régionales du Groupe Crédit Agricole. Les Caisses locales détiennent la majeure partie des Caisses Régionales, sociétés coopératives et banques régionales de plein exercice. Les Caisses Régionales via la SAS Rue La Boétie, contrôlent majoritairement (56,26 %) le capital de Crédit Agricole S.A. cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Organigramme simplifié du Crédit Agricole :

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste. — L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 10,1 millions de sociétaires qui élisent quelques 30 000 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

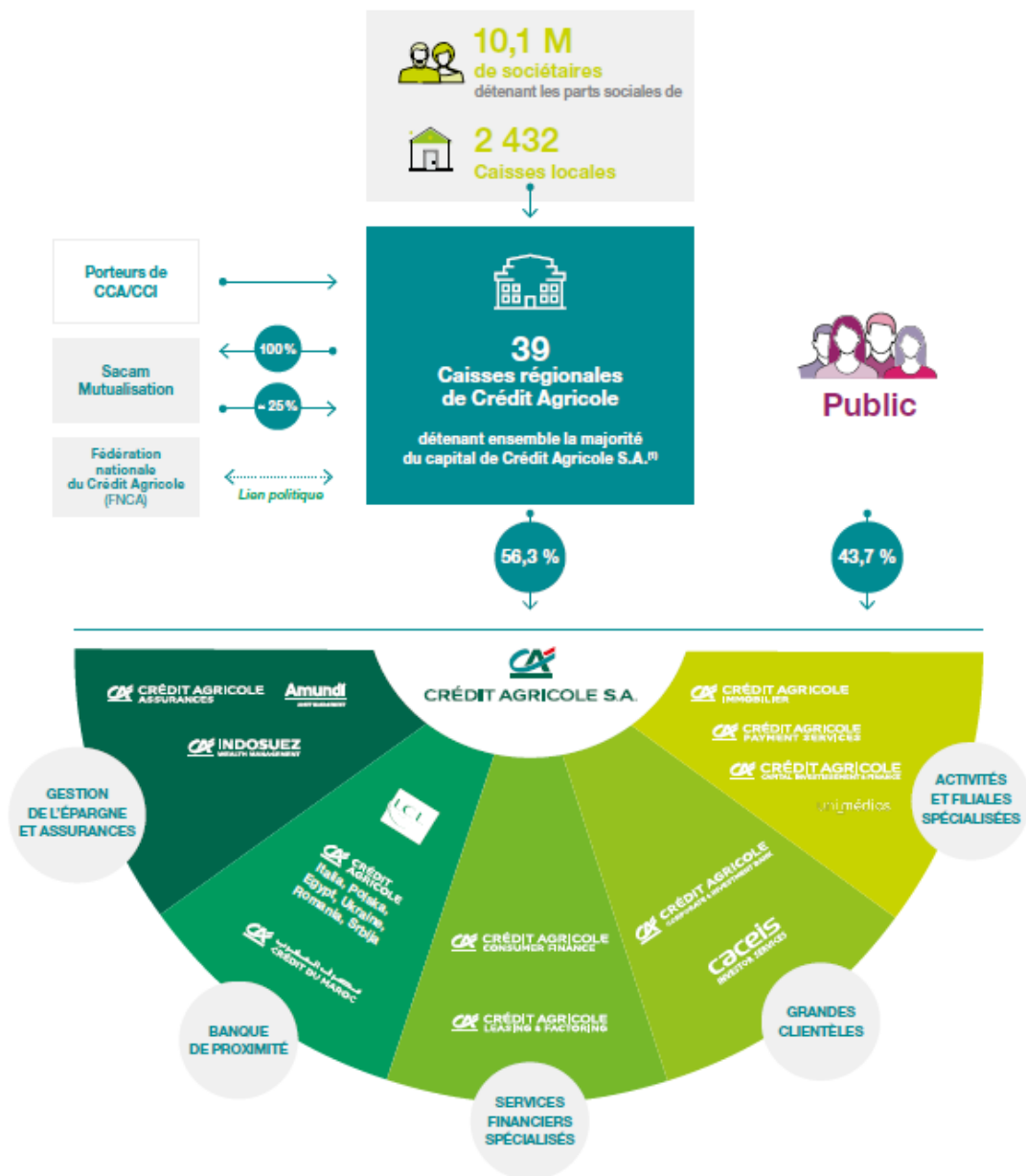
La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(1) via la SAS Rue La Boétie. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9 % par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.

Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes. — Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires » et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le

compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers de la clientèle ».

Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A. : Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

— Opérations en devises : Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

— Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité : Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Par ailleurs, le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de Résolution Unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L.613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de Résolution Unique, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

— Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch) : Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties Switch

Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant des garanties accordées par les Caisses régionales ;
- Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable : Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurance. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Informations relatives aux parties liées. — Les parties liées à la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

— Avec les Caisses locales affiliées à la Caisse régionale : Les Caisses locales détiennent 2 620 363 parts sociales de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres pour un montant de 39 961 milliers d'Euros.

Les autres principales opérations intra groupe significatives concernent au 31/12/2018 :

- le compte courant bloqué (19 567 milliers d'Euros)
- les TNMT aux Caisses locales (72 300 milliers d'Euros)
- le compte courant ordinaire (1 794 milliers d'Euros)

Avec les filiales de la Caisse régionale :

- Octroi d'une nouvelle avance consolidable à SQUARE HABITAT CMDS de 2 700 milliers d'Euros.
- Octroi d'une nouvelle avance consolidable à FIEF NOUVEAU de 2 570 milliers d'Euros.
- Octroi d'une nouvelle avance consolidable à CA CMSDS EXPANSION de 3 200 milliers d'Euros.
- Octroi d'une avance consolidable à SAINTONGE IMMOBILIER de 2 000 milliers d'Euros.

Avec Crédit Agricole SA : Dans le cadre du refinancement du groupe Crédit Agricole via les émissions obligataires SHF et CRH, la caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté en garantie respectivement 620 104 milliers d'Euros et 179 204 milliers d'Euros de créances habitat. Les risques et les avantages associés à ces créances sont conservés par la caisse régionale.

Le montant des engagements de garantie SWITCH au 31/12/2018 est de 230 939 milliers d'Euros entre CASA et la caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Etats Financiers Consolidés.

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	4.1	265 800	291 965
Intérêts et charges assimilées	4.1	-114 715	-120 493
Commissions (produits)	4.2	152 031	156 804
Commissions (charges)	4.2	-24 365	-26 260
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	3 168	1 020
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		5 184	
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		-2 016	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	31 672	
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-569	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		32 241	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4		33 533
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.5		

Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.5		
Produits des autres activités	4.6	1 675	2 187
Charges des autres activités	4.6	-2 296	-2 040
Produit net bancaire		312 970	336 716
Charges générales d'exploitation	4.7	-186 571	-181 947
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	-11 095	-12 586
Résultat brut d'exploitation		115 304	142 183
Coût du risque	4.9	-7 413	8 825
Résultat d'exploitation		107 891	151 008
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	57	10
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôts		107 948	151 018
Impôts sur les bénéfices	4.11	-27 576	-38 124
Résultat net d'impôts des activités abandonnées			
Résultat net		80 372	112 894
Participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net part du groupe		80 372	112 894

III. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net		80 372	112 894
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.12	-6	37
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.12		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.12	-85 212	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	-85 218	37
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.12		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	3 852	-228
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.12		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.12	-81 366	-191
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.12		
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.12		25 093
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.12	406	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.12		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	406	25 093
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	1 748	-943
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.12		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.12	2 154	24 150
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.12	-79 212	23 959
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 160	136 853
Dont part du Groupe		1 160	136 853
Dont participations ne donnant pas le contrôle			
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.12	233 393	

IV. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales :	6.1	91 532	76 614	76 614
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2-6.6-6.7	186 224	230 881	4 778
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		10 878	4 806	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		175 346	226 075	
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	5 895	20 714	20 742
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :	3.1-6.4-6.6-6.7	1 282 361	1 362 649	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		117 957	120 798	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		1 164 404	1 241 851	
Actifs financiers disponibles à la vente	3.1-6.4-6.6-6.7			1 338 863
Actifs financiers au coût amorti :	3.1-3.3-6.5-6.6-6.7	10 831 255	10 328 994	
Prêts et créances sur les établissements de crédit		576 038	588 634	588 634
Prêts et créances sur la clientèle		10 030 807	9 521 362	9 526 513
Titres de dettes		224 410	218 998	
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		9 062	4 561	4 561
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.1-6.5-6.6-6.7			218 396
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	21 980	25 282	29 558
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	250 819	251 127	251 127
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Participation aux bénéfices différée				
Participation dans les entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement	6.12	181	1 281	1 281
Immobilisations corporelles	6.13	123 082	114 912	114 912
Immobilisations incorporelles	6.13	1 593	1 565	1 565
Ecarts d'acquisition				
Total de l'actif		12 803 984	12 418 580	12 177 544

Passif	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Banques centrales	6.1			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat :	6.2	6 434	5 711	5 644
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		6 434	5 711	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	41 926	43 970	44 037
Passifs financiers au coût amorti :		10 357 803	10 010 480	
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.8	6 398 401	6 252 881	6 245 237
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.8	3 904 691	3 721 554	3 721 554
Dettes représentées par un titre	3.3-6.8	54 711	36 045	36 045
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 432	14 374	14 374
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	3 692		
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	234 557	199 441	199 441
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Provisions techniques des contrats d'assurance				
Provisions	6.14	35 869	30 535	30 535
Dettes subordonnées	3.3			
Total dettes		10 688 713	10 304 511	10 296 867
Capitaux propres		2 115 271	2 114 069	1 880 677
Capitaux propres part du Groupe :		2 115 260	2 114 058	1 880 666
Capital et réserves liées		256 868	254 577	254 592
Réserves consolidées		1 612 908	1 615 157	1 473 799
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		165 112	244 324	39 381

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées				
Résultat de l'exercice		80 372		112 894
Participations ne donnant pas le contrôle		11	11	11
Total du passif		12 803 984	12 418 580	12 177 544

V. — Tableau de variation des capitaux propres.

(en milliers d'Euros)	Part du Groupe									Capital, réserves liées et résultat des participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres		
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Capitaux propres au 1er janvier 2017	101 998	1 631 075	0	1 733 073	20 447	-5 025	15 422	0	1 748 495	11	1 748 506
Augmentation de capital	2 414			2 414			0		2 414		2 414
Variation des titres autodétenus				0			0		0		0
Emissions d'instruments de capitaux propres				0			0		0		0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				0			0		0		0
Dividendes versés en 2017		-7 101		-7 101			0		-7 101		-7 101
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0			0		0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		1		1			0		1		1
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 414	-7 100	0	-4 686	0	0	0		-4 686	0	-4 686
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	24 150	-191	23 959		23 959		23 959
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				0			0		0		0
Résultat 2017				0			0	112 894	112 894		112 894
Autres variations		3		3			0		3		3
Capitaux	104 412	1 623 978	0	1 728 390	44 597	-5 216	39 381	112 894	1 880 665	11	1 880 676

propres au 31 décembre 2017											
Affectation du résultat 2017		112 894		112 894			0	-112 894	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2018	104 412	1 736 872	0	1 841 284	44 597	-5 216	39 381	0	1 880 665	11	1 880 676
Impacts de l'application de la norme IFRS 9		28 450		28 450	-46 846	251 789	204 943		233 393		233 393
Capitaux propres au 1er janvier 2018	104 412	1 765 322	0	1 869 734	-2 249	246 573	244 324	0	2 114 058	11	2 114 069
Augmentation de capital	2 292			2 292			0		2 292		2 292
Variation des titres autodétenus				0			0		0		0
Emissions d'instruments de capitaux propres				0			0		0		0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				0			0		0		0
Dividendes versés en 2018		-7 149		-7 149			0		-7 149		-7 149
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0			0		0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0			0		0		0
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 292	-7 149	0	-4 857	0	0	0		-4 857	0	-4 857
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	2 154	-81 366	-79 212		-79 212		-79 212
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				0			0		0		0
Résultat 2018				0			0	80 372	80 372		80 372
Autres variations	-14	4 913		4 899			0		4 899		4 899
Capitaux propres au 31 décembre 2018	106 690	1 763 086	0	1 869 776	-95	165 207	165 112	80 372	2 115 260	11	2 115 271

VI. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôts	107 948	151 018
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	11 095	12 586
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	3 112	-21 771
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		
Résultat net des activités d'investissement	-57	-2 708
Résultat net des activités de financement	24	
Autres mouvements	6 156	2 122
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	20 330	-9 771
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	149 041	-51 866
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-320 256	-186 118
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	47 829	57 474
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	25 670	4 638
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)		
Impôts versés	-16 992	-17 296
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-114 708	-193 168
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	13 570	-51 921
Flux liés aux participations (2)	-659	-5 705
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-18 137	-15 298
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-18 796	-21 003
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-4 857	-4 685
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	17 230	18 758
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	12 373	14 073
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	7 147	-58 851
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	93 871	152 722
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	76 614	64 633
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	17 257	88 089
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	101 018	93 871
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	91 532	76 614
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	9 486	17 257
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	7 147	-58 851
(*) Composé du solde net du poste "Caisse et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.		
(**) Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.08 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).		
(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".		
(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés la caisse régionale à ses actionnaires, à hauteur de 7 149 milliers d'Euros pour l'année 2018.		

VII. — Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018.

Transition du bilan du 31 décembre 2017 au 1er janvier 2018.

— Actifs financiers :

Actifs financiers (En milliers d'Euros)		31/12/2017	01/01/2018										
		IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9										
		Valeur au bilan selon IAS 39	Banques Centrales	Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Actifs financiers au coût amorti		
				Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat				Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes
Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option										
IAS 39	Banques Centrales	31 778	31 778										
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat :	4 778		4 778	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 778		4 778									
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option												
	Instruments dérivés de couverture	20 742		28				20 714					
	Actifs disponibles à la vente	1 338 863			1 525	218 703			120 810	996 625			1 200
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	588 634									588 634		
	Prêts et créances sur la clientèle	9 526 513				5 770						9 520 774	
	Titres détenus jusqu'à l'échéance	218 396											218 396
	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées												
01/01/2018	Participation dans les entreprises mises en équivalence												
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	11 729 704											
01/01/2018	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9 (1)					77			-12	245 226		618	-598
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		31 778	4 806	1 525	224 550	0	0	20 714	120 798	1 241 851	588 634	9 521 392

(1) L'essentiel de l'impact de la première application d'IFRS 9 est lié à la valorisation de SAS Rue La Boétie. A compter du 1er janvier 2018, ces titres sont Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables sous IFRS 9. Au 31 décembre 2017, ces titres étaient classés en Actifs disponibles à la Vente et étaient valorisés conformément à IAS 39 selon la méthode du coût. L'effet de cette modification de méthode de valorisation est de 245 millions d'Euros au 1er janvier 2018.

— Passifs financiers :

Passifs financiers (En milliers d'Euros)		31/12/2017	01/01/2018					
		IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9					
		Valeur au bilan selon IAS 39	Passifs financiers à la juste valeur par résultat		Instruments dérivés de couverture	Passifs financiers au coût amorti		
			Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre
IAS 39	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 644	5 644	0	0	0	0	0
	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 644	5 644					
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option							
	Instruments dérivés de couverture	44 037	67		43 970			
	Dettes envers les établissements de crédit	6 245 237				6 245 237		
	Dettes envers la clientèle	3 721 554					3 721 554	
	Dettes représentées par un titre	36 045						36 045
	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées							
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	10 052 517						
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9					7 644		
01/01/2018	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		5 711	0	43 970	6 252 881	3 721 554	36 045

Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9.

— Au titre de l'application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018, les modalités de provisionnement évoluent de manière significative. Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations ou provisions passives comptabilisées au 31/12/2017 (selon les dispositions d'IAS 39) vers les corrections de valeur pour pertes comptabilisées au 1er janvier (selon les dispositions d'IFRS 9) :

Dépréciations sur actifs financiers (En milliers d'Euros)		31/12/2017	01/01/2018									
		IAS 39 - Montant de la dépréciation	IFRS 9 - Reclassement des montants de dépréciations									
			Banques Centrales	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Actifs financiers au coût amorti			
				Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes comptabilis és à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilis és à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établisseme nts de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	
Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option										
Dépréciation s selon IAS 39	Banques Centrales											
	Actifs disponibles à la vente	-27 405							-27 405			
	Prêts et créances sur les établissemen ts de crédit											
	Prêts et créances sur la clientèle	-215 772									-215 772	
	Titres détenus jusqu'à l'échéance											
	Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	-243 177										
	Retraitement s des dépréciations selon IFRS 9							-12	27 405		618	-598
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie juste valeur par résultat sous IAS 39											
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie actifs disponibles à la vente sous IAS 39							-12	27 405			
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie prêts et créances sous IAS 39										618	
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie titres détenus jusqu'à l'échéance sous IAS 39											-598
01/01/2018	Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IFRS 9		0	0	0	0	0	-12	0	0	-215 154	-598

Provisions sur engagements de hors bilan (En milliers d'Euros)	31/12/2017	Retraitements des provisions selon IFRS 9	01/01/2018
	IAS 39 - Montant de provisions		IFRS 9 - Montant de provisions
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4 634		4 634

Soldes comptables de provisions	4 634	0	4 634
---------------------------------	-------	---	-------

— La répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 au 31/12/2017 est la suivante :

Ventilation des dépréciations des actifs financiers sous IAS 39 (En milliers d'Euros)	31/12/2017	
	Dépréciations collectives	Dépréciations individuelles
Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	-55 072	-188 105

— La répartition des dépréciations par étapes de dépréciation (ou Buckets) sous IFRS 9 au 1er janvier est la suivante :

Actifs financiers (En milliers d'Euros)	01/01/2018		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :	-12	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Titres de dettes	-12		
Actifs financiers au coût amorti :	-21 462	-33 590	-160 700
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle	-20 864	-33 590	-160 700
Titres de dettes	-598		
Total	-21 474	-33 590	-160 700

Engagements hors bilan (En milliers d'Euros)	01/01/2018		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Engagements de financement			
Engagements de garantie	342		4 292
Total	342	0	4 292

Actifs financiers ayant fait l'objet d'un reclassement du fait de la mise en application d'IFRS 9 :
Néant

— Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 :

(En milliers d'Euros)	Impact de 1ère application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018 (1)		
	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres - Participations ne donnant pas le contrôle
Capitaux propres au 31/12/2017 - Norme IAS 39	1 880 676	1 880 666	11
Incidence sur les réserves	28 450	28 450	
Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la Juste valeur par résultat sur option			
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat (y compris annulation de la provision le cas échéant ; en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)	2 697		
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables : Impact de l'annulation de la dépréciation durable (le cas échéant)	27 405		
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables : reclassement de la portion couverte en juste valeur (le cas échéant)	2 357		
Reclassement depuis coût amorti vers Juste valeur par résultat (y compris frais d'acquisition restant à étaler, en cas de couverture de juste valeur reclassement uniquement de la portion non couverte)	77		
Actifs (vers Juste valeur par résultat)	77		
Passifs (vers Juste valeur par résultat)			
Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers Juste valeur par capitaux propres recyclables			
Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers coût amorti (y compris commissions restant à étaler)	0		
Actifs (depuis Juste valeur par résultat par nature et sur option)			
Passifs (depuis Juste valeur par résultat sur option)			
Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur			
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers, actifs entrant dans le champs d'IAS 17 et IFRS 15, engagements hors bilan)	1 819		
Reclassement des instruments de capitaux propres Juste valeur par résultat sur option vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Impact des modifications sur actifs / passifs financiers évalués au coût amorti	-5 905		
Réserves - hors entreprises mises en équivalence	28 450		

Réserves - entreprises mises en équivalence			
Réserves - activités abandonnées			
Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-46 846	-46 846	
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)	-2 697		
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Coût amorti (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)			
Reclassement depuis Coût amorti vers Juste valeur par capitaux propres recyclables (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)			
Reclassement des instruments de capitaux propres depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables	-44 149		
Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers Juste valeur par capitaux propres recyclables			
Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur			
Comptabilisation des pertes de crédit attendues sur actifs financiers à la Juste valeur par capitaux propres recyclables			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôt) - hors entreprises mises en équivalence	-46 846		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôt) - entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	251 789	251 789	
Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la Juste valeur par résultat sur option			
Reclassement des instruments de capitaux propres depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables	251 789		
Reclassement des instruments de capitaux propres à la Juste valeur par résultat sur option vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts) - hors entreprises mises en équivalence	251 789		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts) - entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Total - Impact sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9	233 393	233 393	0
Capitaux propres au 01/01/2018 - Norme IFRS 9	2 114 069	2 114 058	11
(1) Les montants présentés sont nets d'impôts.			

VIII. — Notes annexes aux états financiers.

1. — Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1. Normes applicables et comparabilité. — En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2018 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2017.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2018.

— Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	01/01/2018	Oui
Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance / IFRS 9 Instruments financiers Proposition d'approches optionnelles permettant aux entreprises ayant des activités d'assurance de gérer le décalage d'application entre la norme IFRS 9 et IFRS 4	3 novembre 2017 (UE 2017/1988)	01/01/2018	Oui
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	01/01/2018	Oui
Amendement à IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Clarifications à IFRS 15	31 octobre 2017 (UE 2017/1987)	01/01/2018	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2014-2016 : - IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises - IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière	7 février 2018 (UE 2018/182)	01/01/2017 01/01/2018	Oui Oui Non
Amendement à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions Clarifications à IFRS 2	26 février 2018 (UE 2018/289)	01/01/2018	Oui
Amendement à IAS 40 Immeubles de placement Clarification du principe de transfert, entrée ou sortie, de la catégorie Immeubles de placement	14 mars 2018 (UE 2018/400)	01/01/2018	Oui
IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée Clarifications à IAS 21 Effets des	3 avril 2018	01/01/2018	Oui

variations des cours des monnaies étrangères	(UE 2018/519)		
--	---------------	--	--

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2018 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 9 Instruments financiers et de la norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (cf. chapitre 1.2 "Principes et méthodes comptables").

— La norme IFRS 9 Instruments Financiers remplace la norme IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, les actifs et passifs relatifs aux instruments financiers 2017 sont comptabilisés et évalués selon l'application de la norme IAS 39 telle que décrite dans les principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers 2017.

— La norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients remplace les normes IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15 Contrats de construction de biens immobiliers, IFRIC 18 Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31 Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité.

Pour la première application de la norme IFRS 15, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017. L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

— Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{ère} application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 9 Instruments financiers Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	01/01/2019 (1)	Oui
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	01/01/2019	Oui
IFRIC 23 Positions fiscales incertaines Clarification d'IAS 12 sur l'évaluation et la comptabilisation d'un actif ou passif d'impôt en situation d'incertitude quant à l'application de la législation fiscale	23 octobre 2018 (UE 2018/1595)	01/01/2019	Oui
(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1 ^{er} janvier 2018.			

— La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Dès 2017, le groupe Crédit Agricole s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 16 dans les délais requis, en y intégrant les fonctions comptables, finances, risques et achats. Une première étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le Groupe a été réalisée au second semestre 2017 sur la base des états financiers au 31 décembre 2016. L'ensemble de ces travaux se sont poursuivis sur 2018. Le Groupe a finalisé le choix des options structurantes liées à l'interprétation de la norme, a choisi les solutions informatiques nécessaires pour permettre le traitement de données de l'ensemble des contrats de location du Groupe et a réalisé au second semestre des chiffrages d'impacts sur la base des états financiers au 31 décembre 2017.

Le Groupe appliquera la méthode rétrospective modifiée conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16 en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale à la date de transition (1^{er} janvier 2019). En conséquence, le Groupe n'attend pas d'impact significatif de la norme IFRS 16 sur ses capitaux propres. Le Groupe a choisi d'utiliser les deux exemptions relatives à la comptabilisation proposées par la norme pour les contrats suivants :

- Contrats de location à court terme,
- Contrats de location portant sur des biens de faible valeur à neuf.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2018 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2018.

Par ailleurs, plusieurs amendements ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe, qui s'appliquent sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. Il s'agit des amendements à IAS 12 Impôt sur le résultat, IAS 23 Coût d'emprunt, IFRS 3/IFRS 11 Regroupement d'entreprises, IAS 19 Avantages au personnel et IAS 28 Participations dans des entreprises associées applicables au 1^{er} janvier 2019, et d'un amendement à IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers applicable au 1^{er} janvier 2020.

1.2. Principes et méthodes comptables. —Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

— Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

— Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;

- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

— Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39).

Définitions : La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers. — Evaluation initiale : Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Evaluation ultérieure. — Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier, le montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (cf. paragraphe "Provisionnement pour risque de crédit").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

— Actifs financiers : Classement et évaluation des actifs financiers. — Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

— Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

— Instruments de dette : Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion et l'analyse des caractéristiques contractuelles sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

— Les trois modèles de gestion : Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

— On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle de pure collecte dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle mixte dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle de pure cession dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

— Les caractéristiques contractuelles (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI") :

– Le test "SPPI" regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

– Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple. Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des "tranches").

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test "SPPI" nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

— Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test "SPPI" peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Pure collecte	Mixte	Pure cession
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

— Instruments de dette au coût amorti : Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de règlement- livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit".

— Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle mixte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit" (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

— Instruments de dette à la juste valeur par résultat : Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test "SPPI". C'est notamment le cas des OPCVM ;

Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit pour la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit net bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement- livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

— Instruments de capitaux propres : Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat : Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement - livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable) : L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

— Acquisition et cession temporaire de titres : Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers. — Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

— Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20) : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Evaluation des impacts en compte de résultat des actifs financiers désignés : En vertu de l'approche par superposition, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres continue d'appliquer pour la reconnaissance du résultat des actifs financiers désignés les principes et méthodes comptables que la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres appliquait sous IAS 39 :

— Actifs financiers au coût amorti selon IAS 39 : Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement pour leur juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39 : Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont initialement comptabilisés à la juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Dépréciation selon IAS 39 des actifs financiers désignés : Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de perte résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de trois ans.

Passifs financiers. — Classement et évaluation des passifs financiers.

— Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature. — Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. — Les passifs financiers répondant à l'une des trois conditions définies par la norme, pourront être évalués à la juste valeur par résultat sur option : pour des émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, dans une optique de réduction ou d'élimination de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable.

Passifs financiers évalués au coût amorti. — Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivé) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits de la collecte. — Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des "Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle" malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.14 "Provisions".

Reclassement de passifs financiers. — Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Seuls des cas de requalification (instrument de dette versus capitaux propres) peuvent intervenir.

Distinction dettes – capitaux propres. — La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

— Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers. — Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Provisionnement pour risque de crédit. — Champ d'application.

— Conformément à IFRS 9, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

– les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;

- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" [Pour les entités qui ne publient pas d'information au titre du Pilier 3, préciser :] du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

Risque de crédit et étapes de provisionnement. — Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

— Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Buckets) :

– 1ère étape (Bucket 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;

– 2ème étape (Bucket 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;

– 3ème étape (Bucket 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Bucket 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Bucket 2, puis en Bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut. — La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

La définition de "défaut" est appliquée uniformément à tous les instruments financiers, à moins que des informations qui deviennent disponibles indiquent qu'une autre définition de "défaut" convient davantage à un instrument financier particulier.

Un encours en défaut (Bucket 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Sur le périmètre "Grandes clientèles" : la contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

Sur le périmètre de la "Banque de proximité" : les encours en défaut ne retournent en encours non en défaut qu'après régularisation intégrale des impayés.

La notion de perte de crédit attendue "ECL" : L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la

base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

— Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

– au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

– au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres applique un stress complémentaire pour le Forward Looking sur des portefeuilles d'actifs financiers classés en Bucket 1 et en Bucket 2 pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires jugées insuffisamment couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Dégradation significative du risque de crédit : Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Buckets).

— Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

– un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

– un deuxième niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Bucket 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Bucket 1 à Bucket 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Bucket 2.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Bucket 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

— La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

– le type d'instrument ;

– la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;

– le type de garantie ;

– la date de comptabilisation initiale ;

– la durée à courir jusqu'à l'échéance ;

– le secteur d'activité ;

– l'emplacement géographique de l'emprunteur ;

– la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;

– le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse régionale utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Bucket 1 et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

— Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

– les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en Bucket 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;

– les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Bucket 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Bucket 3).

Restructurations pour cause de difficultés financières : Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Facteurs de risque" [Pour les entités qui ne publient pas de chapitre "Facteurs de risque", préciser :] du Document de référence de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

- La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :
 - Des modifications de contrat ou des refinancements de créance ;
 - Un client en situation financière difficile.
- Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :
 - Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
 - Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.
- Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.
- Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Bucket 3).
- La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).
- La qualification de "créance restructurée" est temporaire.
- Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).
- En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.
- Le calcul de la décote de restructuration est égal à la différence entre :
 - La valeur comptable de la créance ;
 - Et la somme des flux futurs "restructurés", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer flat en coût du risque.
- Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en "Produit net bancaire".

Irrécouvrabilité : Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en Bucket 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés. — Classement et évaluation : Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

- A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :
 - En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
 - En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture — Cadre général :

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation. — Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.
- Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :
 - Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
 - Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
 - Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

— Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

Evaluation. — L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

— Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés. — Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers : La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA décrit dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" [Pour les entités qui ne publient pas de chapitre "Facteurs de risque et Pilier 3", préciser :] du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

[L'entité] considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Risque de contrepartie sur les dérivés : La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Crédit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les Crédit default Swaps (CDS) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Hiérarchie de la juste valeur : La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs : Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1 : Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

— Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;

– les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers : Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers. — Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

— Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;

Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;

Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés : Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

— Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

Provisions (IAS 37 et 19). — La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

— Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

— Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;

- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.
- L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :
 - la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
 - les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.14 "Provisions". — Avantages au personnel (IAS 19) :

- Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :
 - les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
 - les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
 - les indemnités de fin de contrat de travail ;
 - les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Avantages à long terme. — Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

— Avantages postérieurs à l'emploi : Régimes à prestations définies :

La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé, la caisse régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

— Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

— Régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Impôts courants et différés (IAS 12). — Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

— La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

— L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :
 – soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
 – soit par un regroupement d'entreprises.

— Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :
 – l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
 – les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
 a) soit sur la même entité imposable,
 b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique Impôts sur le bénéfice du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40). — Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

— Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans (linéaire)
Second œuvre	20 ans (linéaire)
Agencements	10 ans (linéaire)
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif)
Matériel spécialisé	3 à 5 ans (dégressif)
Mobilier	10 ans (linéaire)
Véhicules	4 ans (linéaire)

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Opérations en devises (IAS 21). — En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

— A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

— sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;

— les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres recyclables ;

— sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre enregistrées en capitaux propres non recyclables.

— Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

— les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;

— les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

- Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :
 - en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
 - en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15) : Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

— Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

– le résultat d'une transaction associé à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

Contrats de location (IAS 17) : Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

— Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :

a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice,

b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,

c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5). — Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisée en résultat net des activités destinées à être cédées.

— Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

— Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) :

Périmètre de consolidation. — Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

Consolidation des Caisses régionales. — Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office

National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de ... représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Charente-Maritime Deux-Sèvres et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle. — Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse régionale, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation. — Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 28, les participations minoritaires détenues par les entités pour lesquelles l'option prévue par l'article 18 de cette norme a été retenue, sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature.

Méthodes de consolidation. — Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

— Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

Retraitements et éliminations. — Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21). — Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en Euros en deux étapes :

– conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;

– conversion de la monnaie fonctionnelle en Euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de la conversion des actifs, des passifs et du compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat lors de la cession totale ou partielle de l'entité. Dans le cas de la cession d'une filiale (contrôle exclusif), le reclassement de capitaux propres à résultat intervient uniquement en cas de perte du contrôle.

2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2018 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018".

— Poursuite des investissements pour remplir son rôle d'entreprise distributive au service de nos clients :

– Poursuite du programme de déploiement du nouveau concept d'agences. A fin décembre, 71 agences seront livrées et 12 sont en travaux. A fin 2019, l'ensemble du parc aura été ou sera en cours de rénovation. Au total, un investissement de 74M€ sur le territoire.

— Le maintien d'une politique régulière d'allègement du coût des ressources des exercices futurs :

– Remboursement anticipé de 106 millions d'Euros d'avances avec une soulte brute de -9,8 millions d'Euros et de 123 millions d'Euros de swap de macro couverture avec une soulte brute de -1,9 millions d'Euros.

Opération de titrisation : Le 26 avril 2018, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2018) a été réalisée au sein du Groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses Régionales. Cette transaction est le second RMBS français placé dans le marché par le Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 » pour un montant de 1 milliard d'Euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 23 millions d'Euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2018. Elle a souscrit pour 3 millions d'Euros des titres subordonnés.

Démembrement de swaps inflation : Suite à la fixation du taux du livret A par le gouvernement jusqu'au 1^{er} février 2020, le décorrélat de l'inflation, 125 millions d'Euros de swaps inflation ont été démembrés (sans soulte) en 125 millions d'Euros de swaps à échéance 1^{er} février 2020 et 125 millions d'Euros de swaps à partir du 1^{er} février 2020 jusqu'à l'échéance initiale. Les conditions de taux restent inchangées sur l'ensemble des dérivés.

3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres est assurée par la Direction des Risque. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit : (cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document de référence de Crédit Agricole S.A.)

3.1.1. Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période. — Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les différentes étapes de dépréciations ("Actifs sains" - Bucket 1 et Bucket 2 et "Actifs dépréciés" – Bucket 3) sont explicitées dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit".

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Les provisions relatives aux engagement de financement et de garanties données comptabilisées en déduction des actifs financiers au coût amorti au 1^{er} janvier 2018 ont été reclassées dans le poste provision au cours de l'exercice 2018.

— Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes(b)	Valeur nette comptable(a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018	219 596	-598					219 596	-598	218 998
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	219 596	-598	0	0	0	0	219 596	-598	218 998
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	4 894	518	0	0	0	0	4 894	518	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,	37 405	-9					37 405	-9	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-32 511	544					-32 511	544	

Passage à perte							0	0	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0	
Changements dans le modèle / méthodologie								0	
Variations de périmètre							0	0	
Autres		-17					0	-17	
Total	224 490	-80	0	0	0	0	224 490	-80	224 410
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)							0		
Au 31 décembre 2018	224 490	-80	0	0	0	0	224 490	-80	224 410
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes / décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018	31 132						31 132	0	31 132
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	31 132	0	0	0	0	0	31 132	0	31 132
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	12 371	0	0	0	0	0	12 371	0	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,	35 608						35 608	0	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-23 237						-23 237	0	
Passage à perte							0	0	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0	
Changements dans le modèle / méthodologie								0	
Variations de périmètre							0	0	
Autres							0	0	
Total	43 503	0	0	0	0	0	43 503	0	43 503
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	-270						-270		
Au 31 décembre 2018	43 233	0	0	0	0	0	43 233	0	43 233
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes / décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable(a) + (b)
Au 1er janvier 2018	9 004 267	-20 864	498 250	-33 590	233 999	-160 700	9 736 516	-215 154	9 521 362
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Bucket à l'autre	-86 010	-4 115	74 418	6 482	11 592	-6 995	0	-4 628	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-319 336	2 083	319 336	-4 549			0	-2 466	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	243 021	-6 438	-243 021	10 784			0	4 346	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-14 183	382	-3 572	421	17 755	-10 009	0	-9 206	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	4 488	-142	1 675	-174	-6 163	3 014	0	2 698	
Total après transferts	8 918 257	-24 979	572 668	-27 108	245 591	-167 695	9 736 516	-219 782	9 516 734
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	571 268	8 243	-40 717	-8 437	-33 093	20 201	497 458	20 007	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,	2 271 259	-5 371	75 478	-6 066			2 346 737	-11 437	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-1 699 991	3 931	-116 079	6 351	-18 654	7 785	-1 834 724	18 067	
Passage à perte					-14 149	13 744	-14 149	13 744	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières		-140	-116	-29	-290	233	-406	64	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		7 188		-11 610		-3 667		-8 089	
Changements dans le modèle / méthodologie								0	
Variations de périmètre							0	0	
Autres		2 635		2 917		2 106	0	7 658	
Total	9 489 525	-16 736	531 951	-35 545	212 498	-147 494	10 233 974	-199 775	10 034 199
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	-3 615				223		-3 392		
Au 31 décembre 2018	9 485 910	-16 736	531 951	-35 545	212 721	-147 494	10 230 582	-199 775	10 030 807
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 1er janvier 2018	120 798	-12					120 798	-12
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Total après transferts	120 798	-12	0	0	0	0	120 798	-12
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-2 715	-3	0	0	0	0	-2 715	-3
Réévaluation de juste valeur sur la période	-876						-876	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,	62 764	-7					62 764	-7
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-64 603	4					-64 603	4
Passage à perte							0	0
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0

Changements dans le modèle / méthodologie							0
Variations de périmètre						0	0
Autres						0	0
Total	118 083	-15	0	0	0	0	-15
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	-126					-126	
Au 31 décembre 2018	117 957	-15	0	0	0	0	-15
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0	0	
(1) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).							

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur les établissements de crédit :
Néant

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur la clientèle :
Néant

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	1 235 298				7 075		1 242 373	0	1 242 373
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Bucket à l'autre	-10 619	18	10 619	-104	0	0	0	-86	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-19 322	231	19 322	-330			0	-99	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	8 703	-213	-8 703	226			0	13	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	1 224 679	18	10 619	-104	7 075	0	1 242 373	-86	1 242 287
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-69 058	-2 241	25 928	-2 503	-1 029	0	-44 159	-4 744	
Nouveaux engagements donnés	626 558	-1 123	40 399	-1 224			666 957	-2 347	
Extinction des engagements	-695 616	1 204	-14 463	1 587			-710 079	2 791	
Passage à perte							0	0	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières			-8	19	-1 029		-1 037	19	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-113		-983				-1 096	
Changements dans le modèle / méthodologie								0	
Variations de périmètre							0	0	
Autres		-2 209		-1 902			0	-4 111	
Au 31 décembre 2018	1 155 621	-2 223	36 547	-2 607	6 046	0	1 198 214	-4 830	1 193 384

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018	206 347	-342			5 244	-4 292	211 591	-4 634	206 957
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Bucket à l'autre	995	-60	-1 029	51	34	-1	0	-10	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-2 991	39	2 991	-184			0	-145	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	3 986	-99	-3 986	234			0	135	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)			-34	1	34	-1	0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	207 342	-402	-1 029	51	5 278	-4 293	211 591	-4 644	206 947
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-15 115	36	7 118	-889	-10	-997	-8 007	-1 850	
Nouveaux engagements donnés	50 981	-107	16 428	-114			67 409	-221	
Extinction des engagements	-66 096	13	-9 310	439			-75 406	452	
Passage à perte					-10	10	-10	10	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		214		-199		-665		-650	
Changements dans le modèle / méthodologie								0	
Variations de périmètre							0	0	
Autres		-84		-1 015		-342	0	-1 441	
Au 31 décembre 2018	192 227	-366	6 089	-838	5 268	-5 290	203 584	-6 494	197 090

— Dépréciations des actifs financiers au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	-249 758		-288 689	322 674			-215 773
Dont dépréciations collectives	-67 158		-229 880	241 964			-55 074
Opérations de location-financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs disponibles à la vente	-28 030		-990	1 615			-27 405
Autres actifs financiers	-265		-32	84			-213
Total Dépréciations des actifs financiers	-278 053	0	-289 711	324 373	0	0	-243 391

3.1.2. Exposition maximale au risque de crédit. — L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Bucket 3).

— Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	60 401					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 878					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	49 523					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	5 895					
Total	66 296	0	0	0	0	0

— Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables :	117 957					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit :						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle :						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes :	117 957					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti :	10 298 450		3 082 885	342 481	3 045 251	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	65 227		24 833	3 617	21 176	
Prêts et créances sur les établissements de crédit :	43 233					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle :	10 030 807		3 082 885	342 481	3 045 251	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	65 227		24 833	3 617	21 176	
Titres de dettes :	224 410					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Total	10 416 407		3 082 885	342 481	3 045 251	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	65 227		24 833	3 617	21 176	

— Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :	221 477				6 405	
Dont : engagements dépréciés en date de clôture	-22					
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :	1 193 384		64 148	32 322	137 955	
Dont : engagements dépréciés en date de clôture	6 046		37	197	558	
Total	1 414 861	0	64 148	32 322	144 360	0
Dont : engagements dépréciés en date de clôture	6 024	0	37	197	558	0

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 8 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

Exposition maximale au risque de crédit au 31/12/2017 : L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	4 778
Instruments dérivés de couverture	20 742
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	323 295
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au CA)	31 180
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	9 584 989
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	218 396
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	10 183 380
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 242 373
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	211 591
Provisions – Engagements par signature	-4 634
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 449 330
Exposition maximale au risque de crédit	11 632 710

— Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	110
Prêts et créances sur la clientèle	5 074 967
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	243 689
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques.

3.1.3. Actifs financiers modifiés. — Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Risque de crédit").

— Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Valeur comptable brute avant modification			
Gain ou perte nette de la modification			
Prêts et créances sur la clientèle	0	2 898	6 679
Valeur comptable brute avant modification		3 014	6 969
Gain ou perte nette de la modification		-116	-290
Titres de dettes	0	0	0
Valeur comptable brute avant modification			
Gain ou perte nette de la modification			

— Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Bucket 2 (actifs sains) ou Bucket 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Bucket 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Bucket 2 ou en Bucket 3 et reclassés en Bucket 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	10
Titres de dettes	
Total	10

3.1.4. Concentrations du risque de crédit. — Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs de risque et pilier 3 – Gestion du risque de crédit » du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

— Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable			
		Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail :	PD ≤ 0,5%	4 981 248	13 707		4 994 955
	0,5% < PD ≤ 2%	1 607 190	41 395		1 648 585
	2% < PD ≤ 20%	860 738	313 803		1 174 541
	20% < PD < 100%		76 157		76 157
	PD = 100%			146 009	146 009
Total Clientèle de détail		7 449 176	445 062	146 009	8 040 247
Hors clientèle de détail :	PD ≤ 0,6%	1 576 867	1 225		1 578 092
	0,6% < PD ≤ 12%	727 590	83 707		811 297
	12% < PD < 100%		1 957		1 957
	PD = 100%			66 712	66 712
Total Hors clientèle de détail		2 304 457	86 889	66 712	2 458 058
Dépréciations		-16 816	-35 545	-147 494	-199 855
Total		9 736 817	496 406	65 227	10 298 450

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable			
		Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail :	PD ≤ 0,5%				
	0,5% < PD ≤ 2%				
	2% < PD ≤ 20%				
	20% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Clientèle de détail					
Hors clientèle de détail :	PD ≤ 0,6%	117 957			117 957
	0,6% < PD ≤ 12%				
	12% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Hors clientèle de détail		117 957			117 957
Total		117 957			117 957

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains ou dégradés		Engagement s dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail :	PD ≤ 0,5%	396 179	579		396 758
	0,5% < PD ≤ 2%	156 566	1 632		158 198
	2% < PD ≤ 20%	114 838	11 834		126 672
	20% < PD < 100%		3 017		3 017
	PD = 100%			4 638	4 638
Total Clientèle de détail		667 583	17 062	4 638	689 283
Hors clientèle de détail :	PD ≤ 0,6%	375 444	411		375 855
	0,6% < PD ≤ 12%	112 594	18 673		131 267
	12% < PD < 100%		401		401
	PD = 100%			1 408	1 408
Total Hors clientèle de détail		488 038	19 485	1 408	508 931
Provisions (1)		-2 223	-2 607		-4 830
Total		1 153 398	33 940	6 046	1 193 384

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

En milliers d'Euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains ou dégradés		Engagement s dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	9 297			9 297
	0,5% < PD ≤ 2%	10 325	98		10 423
	2% < PD ≤ 20%	7 077	920		7 997
	20% < PD < 100%		569		569
	PD = 100%			455	455
Total Clientèle de détail		26 699	1 587	455	28 741
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	35 082			35 082
	0,6% < PD ≤ 12%	130 446	4 500		134 946
	12% < PD < 100%		2		2
	PD = 100%			4 813	4 813
Total Hors clientèle de détail		165 528	4 502	4 813	174 843
Provisions (1)		-366	-860	-5 268	-6 494
Total		191 861	5 229	0	197 090

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

C
oncentrations du risque de crédit par agent économique.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique :
Néant

— Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	680 333			680 333
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	128 880			128 880
Grandes entreprises	1 495 244	86 889	66 712	1 648 845
Clientèle de détail	7 449 176	445 062	146 009	8 040 247
Dépréciations	-16 816	-35 545	-147 494	-199 855
Total	9 736 817	496 406	65 227	10 298 450

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	61 240			61 240
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	43 145			43 145
Grandes entreprises	13 572			13 572
Clientèle de détail				0
Total	117 957	0	0	117 957

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Administration générale	8 361	10 273
Grandes entreprises	1 330 888	1 255 841
Clientèle de détail	2 565 442	2 455 440
Total Dettes envers la clientèle	3 904 691	3 721 554

— Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	96 216			96 216
Banques centrales				0
Etablissements de crédit				0
Grandes entreprises	391 822	19 485	1 408	412 715
Clientèle de détail	667 583	17 062	4 638	689 283
Provisions (1)	-2 223	-2 607		-4 830
Total	1 153 398	33 940	6 046	1 193 384

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	29			29
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	2 643			2 643
Grandes entreprises	162 856	4 502	4 813	172 171
Clientèle de détail	26 699	1 587	455	28 741
Provisions (1)	-366	-860	-5 268	-6 494
Total	191 861	5 229	0	197 090

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives (2)	Total
Administration générale	589 235			-19	589 216
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	31 132				31 132
Grandes entreprises	1 535 970	75 576	-56 091	-29 829	1 450 050
Clientèle de détail	7 617 080	158 423	-104 609	-25 224	7 487 247
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	9 773 417	233 999	-160 700	-55 072	9 557 645

(1) Dont encours restructurés pour 40 102 milliers d'Euros.

— Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique au 31/12/2017.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	
Administration générale	117 244
Grandes entreprises	410 358
Clientèle de détail	714 771
Total Engagements de financement	1 242 373
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	
Administration générale	419
Grandes entreprises	202 732
Clientèle de détail	30 935
Total Engagements de garantie	234 086

Concentrations du risque de crédit par zone géographique :

— Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	9 721 511	530 727	212 641	10 464 879
Autres pays de l'Union Européenne	20 514	774	19	21 307
Autres pays d'Europe	2 211	185		2 396
Amérique du Nord	1 123	260	20	1 403
Amériques Centrale et du Sud	673		1	674
Afrique et Moyen-Orient	3 556	5	40	3 601
Asie et Océanie (hors Japon)	4 045			4 045
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Dépréciations	-16 816	-35 545	-147 494	-199 855
Total	9 736 817	496 406	65 227	10 298 450

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	79 267			79 267
Autres pays de l'Union Européenne	38 690			38 690
Autres pays d'Europe				0
Amérique du Nord				0
Amériques Centrale et du Sud				0
Afrique et Moyen-Orient				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Total	117 957	0	0	117 957

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
France (y compris DOM-TOM)	3 876 647	3 693 302
Autres pays de l'Union Européenne	16 028	15 432
Autres pays d'Europe	1 994	2 203
Amérique du Nord	3 337	3 382
Amériques Centrale et du Sud	381	1 298
Afrique et Moyen-Orient	3 146	2 229
Asie et Océanie (hors Japon)	2 611	3 379
Japon	547	329
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	3 904 691	3 721 554

— Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagement s dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	1 155 149	36 546	5 966	1 197 661
Autres pays de l'Union Européenne	111	1		112
Autres pays d'Europe	7			7
Amérique du Nord	15			15
Amériques Centrale et du Sud	4			4
Afrique et Moyen-Orient	62		80	142
Asie et Océanie (hors Japon)	273			273
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Provisions (1)	-2 223	-2 607		-4 830
Total	1 153 398	33 940	6 046	1 193 384

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	192 227	6 089	5 268	203 584
Autres pays de l'Union Européenne				0
Autres pays d'Europe				0
Amérique du Nord				0
Amériques Centrale et du Sud				0
Afrique et Moyen-Orient				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Provisions (1)	-366	-860	-5 268	-6 494
Total	191 861	5 229	0	197 090

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives (2)	Total
France (y compris DOM-TOM)	9 751 344	233 823	160 529	55 056	9 535 759
Autres pays de l'Union Européenne	12 509	23	23	16	12 470
Autres pays d'Europe	1 540				1 540
Amérique du Nord	1 509	1	1		1 508
Amériques Centrale et du Sud	504				504
Afrique et Moyen-Orient	3 232	152	147		3 085
Asie et Océanie (hors Japon)	2 779				2 779
Japon					0
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	9 773 417	233 999	160 700	55 072	9 557 645

(1) Dont encours restructurés pour 40 102 milliers d'Euros.

— Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle :	
France (y compris DOM-TOM)	1 241 786
Autres pays de l'Union Européenne	200
Autres pays d'Europe	61
Amérique du Nord	15
Amériques Centrale et du Sud	5
Afrique et Moyen-Orient	193
Asie et Océanie (hors Japon)	113
Japon	
Total Engagements de financement	1 242 373

3.1.5. Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement :

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2018								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	37 801	1 138	0	25 395	9 689	5	1 730	1 703	40 517
Administration générale	1 838								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	7 312	26		3 830	2 062	5	120	280	10 667
Clientèle de détail	28 651	1 112		21 565	7 627		1 610	1 423	29 850

Total	37 801	1 138	0	25 395	9 689	5	1 730	1 703	40 517
-------	--------	-------	---	--------	-------	---	-------	-------	--------

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours à ≤ 180 jours	> 180 jours à ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						483 266	27 405
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0
Administration générale					0		
Banques centrales					0		
Etablissements de crédit					0		
Grandes entreprises					0		
Clientèle de détail					0		
Prêts et avances	93 816	130	60	0	94 006	73 299	215 772
Administration générale	686				686		19
Banques centrales					0		
Etablissements de crédit					0		
Grandes entreprises	25 088				25 088	19 485	85 920
Clientèle de détail	68 042	130	60		68 232	53 814	129 833
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	93 816	130	60	0	94 006	556 565	243 177

3.2. Risque de marché : (cf. Rapport de gestion, chapitre 5.2)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle. — La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	2 845	397	2 653	5 895
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				2 845	397	2 653	5 895
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises :	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments :	0	0	0	0	0	0	0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	2 845	397	2 653	5 895
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture – Actif	0	0	0	2 845	397	2 653	5 895

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	1 322	14 224	5 197	20 743
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				1 322	14 224	5 197	20 743
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises :	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments :	0	0	0	0	0	0	0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	1 322	14 224	5 197	20 743
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture – Actif	0	0	0	1 322	14 224	5 197	20 743

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	987	8 923	32 016	41 926
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				987	8 923	32 016	41 926
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises :	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments :	0	0	0	0	0	0	0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	987	8 923	32 016	41 926
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture – Passif	0	0	0	987	8 923	32 016	41 926

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	3 268	6 784	33 986	44 038
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				3 268	6 784	33 986	44 038
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises :	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments :	0	0	0	0	0	0	0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	3 268	6 784	33 986	44 038
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture – Passif	0	0	0	3 268	6 784	33 986	44 038

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	800	6 098	2 305	9 203
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				800	6 098	2 039	8 937
Options de taux							0
Caps-floors-collars						266	266
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	1 377	0	1 377
Opérations fermes de change							0
Options de change					1 377		1 377
Autres instruments :	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	800	7 475	2 305	10 580
Opérations de change à terme					298		298
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction – Actif	0	0	0	800	7 773	2 305	10 878

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	41	785	3 952	4 778
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				41	785	3 649	4 475
Options de taux							0
Caps-floors-collars						303	303
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change					0		0
Autres instruments :	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	41	785	3 952	4 778
Opérations de change à terme					0		0
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction – Actif	0	0	0	41	785	3 952	4 778

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	11	1 030	3 354	4 395
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				11	1 030	3 334	4 375
Options de taux							0
Caps-fluors-collas						20	20
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	1 479	0	1 479
Opérations fermes de change					102		102
Options de change					1 377		1 377
Autres instruments :	0	0	0	262	0	0	262
Dérivés sur actions et indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres				262			262
Sous-total	0	0	0	273	2 509	3 354	6 136
Opérations de change à terme					298		298
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction – Passif	0	0	0	273	2 807	3 354	6 434

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	0	659	4 322	4 981
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts					659	4 272	4 931
Options de taux							0
Caps - floors - collars						50	50
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	77	0	77
Opérations fermes de change					77		77
Options de change							0
Autres instruments :	0	0	0	585	0	0	585
Dérivés sur actions et indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres				585			585
Sous-total	0	0	0	585	736	4 322	5 643
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction – Passif	0	0	0	585	736	4 322	5 643

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt :	2 248 990	2 277 798
Futures		
FRA		
Swaps de taux d'intérêts	2 239 598	2 267 630
Options de taux		
Caps – floors – collars	9 392	10 168
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or :	643 142	981 422
Opérations fermes de change		
Options de change	643 142	981 422
Autres instruments :	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers		
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	2 892 132	3 259 220
Opérations de change à terme	59 602	72 667
Total notionnels	2 951 734	3 331 887

3.3. Risque de change : (cf. Rapport de gestion, chapitre 5.3.3).

3.4. Risque de liquidité et de financement : (cf. Rapport de gestion, chapitre 5.3.4).

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	46 530	200 856	226 026	102 626		576 038
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	648 953	998 143	3 591 774	4 959 269	32 443	10 230 582
Total	695 483	1 198 999	3 817 800	5 061 895	32 443	10 806 620
Dépréciations						-199 775
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						10 606 845

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	37 323	194 830	144 188	212 293		588 634
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	643 683	944 934	3 449 309	4 704 359		9 742 285
Total	681 006	1 139 764	3 593 497	4 916 652	0	10 330 919
Dépréciations						-215 772
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						10 115 147

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	978 727	1 830 171	2 178 345	1 411 158		6 398 401
Dettes envers la clientèle	3 155 023	238 074	455 727	55 867		3 904 691
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	4 133 750	2 068 245	2 634 072	1 467 025	0	10 303 092

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	901 606	1 702 071	2 315 435	1 326 125		6 245 237
Dettes envers la clientèle	2 906 280	148 081	612 041	55 152		3 721 554
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	3 807 886	1 850 152	2 927 476	1 381 277	0	9 966 791

— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre :						
Bons de caisse	6					6
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	6 357	8 736	3 600			18 693
Emprunts obligataires	6			36 006		36 012
Autres dettes représentées par un titre						0
Total Dettes représentées par un titre	6 369	8 736	3 600	36 006	0	54 711
Dettes subordonnées :						
Dettes subordonnées à durée déterminée						0
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre :						
Bons de caisse	6					6
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	5 015	7 616	4 650			17 281
Emprunts obligataires				18 758		18 758
Autres dettes représentées par un titre						0
Total Dettes représentées par un titre	5 021	7 616	4 650	18 758	0	36 045
Dettes subordonnées :						
Dettes subordonnées à durée déterminée						0
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0

Garanties financières en risque données par maturité attendue. — Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1 535	2 289				3 824

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	4 634					4 634

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 « Risque de marché ».

3.5. Comptabilité de couverture : (Cf. Note 3.2 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs de risque – Gestion du bilan » du Document de référence de Crédit Agricole S.A.).

— Couverture de juste valeur : Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

— Couverture de flux de trésorerie : Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

— Couverture d'un investissement net en devise : Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Valeur de marché		Montant
	positive	négative	notionnel
Couverture de juste valeur :	5 895	41 926	1 869 309
Taux d'intérêt	5 895	41 926	1 869 309
Change			
Autres			
Couverture de flux de trésorerie :	0	0	0
Taux d'intérêt			
Change			
Autres			
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Total Instruments dérivés de couverture	5 895	41 926	1 869 309

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	Valeur de marché		Montant
	positive	négative	Notionnel
Couverture de juste valeur :	20 571	41 998	2 007 424
Taux d'intérêt	20 571	41 998	2 007 424
Instruments de capitaux propres			
Change			
Crédit			
Matières premières			
Autres			
Couverture de flux de trésorerie :	172	2 039	90 350
Taux d'intérêt	172	2 039	90 350
Instruments de capitaux propres			
Change			
Crédit			
Matières premières			
Autres			
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Total Instruments dérivés de couverture	20 743	44 037	2 097 774

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels). — La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	396 798	1 032 937	439 574	1 869 309
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				396 798	1 032 937	439 574	1 869 309
Options de taux							
Caps – floors - collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises :	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Autres							
Sous-total	0	0	0	396 798	1 032 937	439 574	1 869 309
Opérations de change à terme							
Total notionnel des instruments dérivés de couverture	0	0	0	396 798	1 032 937	439 574	1 869 309

La note 3.2. « Risque de marché – Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

— Couverture de juste valeur. — Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	0	0	0	0
Taux d'intérêt :	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change :	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Marchés de gré à gré	297	34 044	-1 751	351 309
Taux d'intérêt :	297	34 044	-1 751	351 309
Instruments fermes	297	34 044	-1 751	351 309
Instruments conditionnels				
Change :	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Total des micro-couvertures de juste valeur	297	34 044	-1 751	351 309
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	5 598	7 882	-5 387	1 518 000
Total Couverture de juste valeur	5 895	41 926	-7 138	1 869 309

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Eléments couverts :

Micro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2018			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :	90 484	146		-713
Taux d'intérêt	90 484	146		-713
Change				
Autres				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti :	309 981	28 820	0	-3 615
Taux d'intérêt	309 981	28 820		-3 615
Change				
Autres				
Total de la couverture de Juste valeur sur les éléments d'actif	400 465	28 966	0	-4 328
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti :	33 602	0	0	0
Taux d'intérêt	33 602			
Change				
Autres				
Total de la couverture de Juste valeur sur les éléments de passif	33 602	0	0	0

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2018	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 652 052	
Total – actifs	1 652 052	0
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	63 432	
Total – passifs	63 432	0
Total de la couverture de juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 715 484	0

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Résultat de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-7 138	4 840	-2 298
Change			0
Autres			0
Total	-7 138	4 840	-2 298

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger :
Néant

3.6. Risques opérationnels : (cf. Rapport de gestion, chapitre 5.4).

3.7. Gestion du capital et ratios réglementaires. — Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce nouveau dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier. Les exigences de coussins de fonds propres s'appliquent de manière progressive et atteindront le niveau cible en 2019.

— Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles, et qu'ils ont été émis avant le 31/12/2011, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du Tier 1 (AT1) et du Tier 2. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier ».

En 2018 comme en 2017 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a respecté les exigences réglementaires.

4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti :	260 315
Opérations avec les établissements de crédit	2 599
Opérations internes au Crédit Agricole	21 329
Opérations avec la clientèle	231 046
Opérations de location-financement	
Titres de dettes	5 341
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :	1 258
Opérations avec les établissements de crédit	
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	1 258
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	4 227
Autres intérêts et produits assimilés	
Produits d'intérêts (1) (2) :	265 800
Sur les passifs financiers au coût amorti :	-96 186
Opérations avec les établissements de crédit	-3 099
Opérations internes au Crédit Agricole	-73 390
Opérations avec la clientèle	-19 624
Opérations de location-financement	
Dettes représentées par un titre	-73
Dettes subordonnées	
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-18 528
Autres intérêts et charges assimilées	-1
Charges d'intérêts	-114 715
(1) dont 5 147 milliers d'Euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 31 décembre 2018.	
(2) dont 7 397 milliers d'Euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2018.	

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 128
Sur opérations internes au Crédit Agricole	22 283
Sur opérations avec la clientèle	249 521
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 275
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 119
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	9 639
Sur opérations de location-financement	
Autres intérêts et produits assimilés	
Produits d'intérêts (1) (2)	291 965
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 554
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-70 507
Sur opérations avec la clientèle	-22 589
Sur dettes représentées par un titre	-77
Sur dettes subordonnées	0
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-23 765
Sur opérations de location-financement	
Autres intérêts et charges assimilées	-1
Charges d'intérêts	-120 493
(1) Dont 6 182 milliers d'Euros sur créances dépréciées au 31 décembre 2017.	
(2) Dont 7 712 milliers d'Euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2017.	

4.2. Produits et charges de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	317	-111	206	510	-134	376
Sur opérations internes au Crédit Agricole	11 529	-14 630	-3 101	13 441	-15 530	-2 089
Sur opérations avec la clientèle	38 311	-1 171	37 140	38 585	-1 284	37 301
Sur opérations sur titres			0			0
Sur opérations de change	105		105	93		93
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan			0			0
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	99 290	-8 383	90 907	101 815	-9 258	92 557
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 479	-70	2 409	2 360	-54	2 306
Produits nets des commissions	152 031	-24 365	127 666	156 804	-26 260	130 544

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Dividendes reçus	2 233
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif / passif détenus à des fins de transaction	5 135
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	7
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-2 191
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif / passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	282
Résultat de la comptabilité de couverture	-2 298
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 168
(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés.	

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	337
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-36
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	327
Résultat de la comptabilité de couverture	392
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 020

— Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur :	63 660	-65 032	-1 372	78 828	-78 828	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	29 891	-34 218	-4 327	33 681	-44 888	-11 207
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	33 769	-30 814	2 955	45 147	-33 940	11 207
Couvertures de flux de trésorerie :	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace						
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace						
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers :	40 134	-41 060	-926	64 795	-64 795	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	25 114	-15 946	9 168	29 672	-35 123	-5 451
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	15 020	-25 114	-10 094	35 123	-29 672	5 451
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt :	0	0	0	0	392	392
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace					392	392
Total Résultat de la comptabilité de couverture	103 794	-106 092	-2 298	143 623	-143 231	392

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	-569
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	32 241
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	31 672
(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.9 "Coût du risque".	

— Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	31 795
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	2 728
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-990
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	33 533
(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.9 "Coût du risque".	

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti : Néant

4.6. Produits (charges) nets des autres activités :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-1	-27
Autres produits (charges) nets	-620	174
Produits (charges) des autres activités	-621	147

4.7. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	-116 626	-115 832
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-7 267	-8 573
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-62 678	-57 542
Charges générales d'exploitation	-186 571	-181 947
(1) Dont 1 541 milliers d'Euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.		

Honoraires des commissaires aux comptes. — Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

— La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2018 est donnée ci-dessous :

(En milliers d'Euros hors taxes)	Ady	%	Ernst & Young	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	89	96%	108	81%
Autres services	0		0	
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0		0	
Autres prestations	0		0	
Services autres que la certification des comptes	3	4%	25	19%
Total	92	100%	111	100%

4.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux amortissements :	-11 269	-12 412
Immobilisations corporelles	-11 212	-12 334
Immobilisations incorporelles	-57	-78
Dotations (reprises) aux dépréciations :	174	-174
Immobilisations corporelles	174	-174
Immobilisations incorporelles		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-11 095	-12 586

4.9. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2) :	-3 329
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir :	2 071
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-3
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 028
Engagements par signature	46
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie :	-5 400
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-4 872
Engagements par signature	-528
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3) :	
Bucket 3 : Actifs dépréciés :	-3 537
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-2 871
Engagements par signature	-666
Autres actifs	-28
Risques et charges	27
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-6 867
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-406
Récupérations sur prêts et créances :	369
Comptabilisés au coût amorti	369
Comptabilisés en capitaux propres recyclables	
Décotes sur crédits restructurés	-406
Pertes sur engagements par signature	
Autres pertes	-103
Autres produits	
Coût du risque	-7 413

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-291 931
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	
Prêts et créances	-287 418
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	
Autres actifs	-32
Engagements par signature	-472
Risques et charges	-4 009
Reprises de provisions et de dépréciations	299 863
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	
Prêts et créances	291 748
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	
Autres actifs	84
Engagements par signature	755
Risques et charges	7 276
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	7 932
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-299
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 320
Décotes sur crédits restructurés	-83
Pertes sur engagements par signature	-3
Autres pertes	-42
Autres produits	
Coût du risque	8 825

4.10. Gains ou pertes nets sur autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation :	57	10
Plus-values de cession	257	49
Moins-values de cession	-200	-39
Titres de capitaux propres consolidés :	0	0
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	57	10

4.11 – Impôts :

— Charge d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charge d'impôt courant	-31 465	-23 111
Charge d'impôt différé	3 889	-15 013
Total Charge d'impôt	-27 576	-38 124

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté :
— Au 31 décembre 2018 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	107 948	34,43%	-37 166
Effet des différences permanentes			-3 353
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit			
Changement de taux			
Effet des autres éléments			12 943
Taux et charge effectifs d'impôt		25,55%	-27 576

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

— Au 31 décembre 2017 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	151 018	34,43%	-51 995
Effet des différences permanentes			-2 942
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit			
Changement de taux			3 560
Effet des autres éléments			13 253
Taux et charge effectifs d'impôt		25,25%	-38 124

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2017.

4.12. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. — Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

— Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables :	
Gains et pertes sur écarts de conversion :	0
Ecart de réévaluation de la période :	
Transferts en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables :	406
Ecart de réévaluation de la période :	-166
Transferts en résultat	569
Autres variations	3
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture :	0
Ecart de réévaluation de la période :	
Transferts en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	1 748
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	2 154
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-6
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre :	0
Ecart de réévaluation de la période :	
Transferts en réserves	
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables :	-85 212
Ecart de réévaluation de la période	-80 080
Transferts en réserves	

Autres variations	-5 132
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	3 852
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-81 366
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres :	-79 212
Dont part du Groupe	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables :	
Gains et pertes sur écarts de conversion :	0
Ecart de réévaluation de la période	
Transferts en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente :	25 093
Ecart de réévaluation de la période :	26 830
Transfert en résultat	-1 737
Autres variations	0
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture :	0
Ecart de réévaluation de la période :	
Transferts en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-943
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	24 150
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	37
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-228
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-191
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres :	23 959
Dont part du Groupe	23 959
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0

— Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			01/01/2018			Variation			31/12/2018		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0			0			0	0	0	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	46 690	-2 093	44 597									
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables				-534	-1 715	-2 249	406	1 748	2 154	-128	33	-95
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0			0			0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	46 690	-2 093	44 597	-534	-1 715	-2 249	406	1 748	2 154	-128	33	-95
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0			0			0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés			0			0			0	0	0	0

directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	46 690	-2 093	44 597	-534	-1 715	-2 249	406	1 748	2 154	-128	33	-95
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-7 032	1 816	-5 216	-7 032	1 816	-5 216	-6	1	-5	-7 038	1 817	-5 221
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre						0			0	0	0	0
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables				261 551	-9 762	251 789	-85 212	3 851	-81 361	176 339	-5 911	170 428
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-7 032	1 816	-5 216	254 519	-7 946	246 573	-85 218	3 852	-81 366	169 301	-4 094	165 207
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0			0			0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0			0			0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-7 032	1 816	-5 216	254 519	-7 946	246 573	-85 218	3 852	-81 366	169 301	-4 094	165 207
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	39 658	-277	39 381	253 985	-9 661	244 324	-84 812	5 600	-79 212	169 173	-4 061	165 112

5. – Informations sectorielles.

Du fait de l'organisation interne du Crédit Agricole, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a comme seul secteur d'activité la « Banque de proximité en France ».

6. – Notes relatives au bilan.

6.1. Caisse, banques centrales :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	49 397		44 836	
Banques centrales	42 135		31 778	
Valeur au bilan	91 532	0	76 614	0

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 878
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat :	175 346
Instruments de capitaux propres	597
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	174 749
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
Valeur au bilan :	186 224
Dont Titres prêtés	

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 778
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
Valeur au bilan :	4 778
Dont Titres prêtés	

— Actifs financiers détenus à des fins de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Instruments de capitaux propres :	0
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes :	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
OPCVM	
Prêts et créances :	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés :	10 878
Valeur au bilan	10 878

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres :	0
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes :	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Prêts et avances :	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés :	4 778
Valeur au bilan	4 778

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de participation non consolidés	597
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	597

— Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Titres de dettes :	174 749
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 882
OPCVM	154 867
Prêts et créances :	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	174 749

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option : Néant

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	6 434	5 644
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	6 434	5 644

— Passifs financiers détenus à des fins de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	6 434	5 644
Valeur au bilan	6 434	5 644

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option : Néant

6.3. Instruments dérivés de couverture. — L'information détaillée est fournie à la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	117 957	105	-247
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 164 404	190 700	-10 734
Total	1 282 361	190 805	-10 981

— Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	61 240	58	
Obligations et autres titres à revenu fixe	56 717	47	-247
Total des titres de dettes	117 957	105	-247
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Total des prêts et créances	0	0	0
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	117 957	105	-247
Impôts		-27	64
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		78	-183

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la période
Actions et autres titres à revenu variable	2 030			
Titres de participation non consolidés	1 162 374	190 700	-10 734	-80 081
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 164 404	190 700	-10 734	-80 081
Impôts		-5 911		3 248
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables (nets d'impôts)		184 789	-10 734	-76 833

— Placements dans des instruments de capitaux propres par titre :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2018
Actions et autres titres à revenu variable :	2 030
Autres (1)	2 030
Titres de participation non consolidés :	1 162 374
SACAM DEVELOPPEMENT	20 241
SACAM INTERNATIONAL	15 846
SACAM MUTUALISATION	423 134
UNEXO	19 687
SAS RUE LA BOETIE	645 206
Autres (1)	38 261
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 164 404
(1) Titres dont la valeur au bilan est inférieure à 1 % du poste "Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables".	

— La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a classé les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables selon les motifs suivants :

- Les titres SACAM DEVELOPPEMENT, SACAM INTERNATIONAL, SACAM MUTUALISATION et SAS RUE LA BOETIE correspondant à des titres fédéraux et nationaux des Caisses régionales valorisés en central ;
- Le titre UNEXO codétenu par des entités du groupe Crédit Agricole.

— Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés	50		
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	50	0	0
Impôts			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		0	0
(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.			

— Actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	48 799	13	-25
Obligations et autres titres à revenu fixe	274 496	1 242	-628
Actions et autres titres à revenu variable (2)	18 759	2 411	-75
Titres de participation non consolidés	996 809	44 497	-746
Total des titres disponibles à la vente	1 338 863	48 163	-1 474
Créances disponibles à la vente			
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 338 863	48 163	-1 474
Impôts		-2 428	188
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		45 735	-1 286
(1) Dont 27 405 milliers d'Euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 31 décembre 2017.			
(2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 467 089 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.			

6.5. Actifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	576 038
Prêts et créances sur la clientèle	10 030 807
Titres de dettes	224 410

Valeur au bilan	10 831 255
-----------------	------------

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Etablissements de crédit :	
Comptes et prêts :	24 231
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	19 539
Dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	19 002
Prêts subordonnés	
Autres prêts et créances	
Valeur brute	43 233
Dépréciations :	
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	43 233
Opérations internes au Crédit Agricole :	
Comptes ordinaires	23 549
Titres reçus en pension livrée	164 134
Comptes et avances à terme	345 122
Prêts subordonnés	
Total prêts et créances internes au Crédit Agricole	532 805
Valeur au bilan	576 038
(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.	

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Etablissements de crédit :	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances :	31 132
Comptes et prêts	9 078
Dont comptes ordinaires débiteurs sains	3 203
Dont comptes et prêts au jour le jour sains	
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	22 054
Prêts subordonnés	
Autres prêts et créances	
Valeur brute	31 132
Dépréciations :	
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	31 132
Opérations internes au Crédit Agricole :	
Titres de dettes :	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances :	557 502
Comptes ordinaires	190 942
Comptes et avances à terme	366 560
Prêts subordonnés	0
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	557 502
Valeur au bilan	588 634

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Opérations avec la clientèle	
Créances commerciales	11 330
Autres concours à la clientèle	10 165 696
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Créances nées d'opérations d'assurance directe	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Avances en comptes courants d'associés	32 564
Comptes ordinaires débiteurs	20 992
Valeur brute	10 230 582
Dépréciations	-199 775
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	10 030 807
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	
Valeur brute	0
Dépréciations	
Valeur nette des opérations de location-financement	0
Valeur au bilan	10 030 807

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	5 770
Titres non cotés sur un marché actif	5 770
Prêts et avances	9 736 515
Créances commerciales	10 831
Autres concours à la clientèle	9 672 777
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Créances nées d'opérations d'assurance directe	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Avances en comptes courants d'associés	21 547
Comptes ordinaires débiteurs	31 360
Valeur brute	9 742 285
Dépréciations	-215 772
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	9 526 513
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	
Valeur brute	0
Dépréciations	
Valeur nette des opérations de location-financement	0
Valeur au bilan	9 526 513

— Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	103 570
Obligations et autres titres à revenu fixe	120 920
Total	224 490
Dépréciations	-80
Valeur au bilan	224 410

— Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance au 31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)		31/12/2017
Effets publics et valeurs assimilées		103 964
Obligations et autres titres à revenu fixe		114 432
Total		218 396
Dépréciations		
Valeur au bilan		218 396

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue.

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018 :

Nature des actifs transférés (En milliers d'Euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur(2)	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur(2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers au coût amorti	18 851	0	18 851	0	18 851	18 851	0	18 851	0	18 851	0	0	0	0
Titres de dettes	18 851		18 851		18 851	18 851		18 851		18 851				
Prêts et créances														
Total Actifs financiers	18 851	0	18 851	0	18 851	18 851	0	18 851	0	18 851	0	0	0	0
Opérations de location-financement														
Total Actifs transférés	18 851	0	18 851	0	18 851	18 851	0	18 851	0	18 851	0	0	0	0

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D. (d)).

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2017 : Néant

— Titrisations : Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

— Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018 : Néant

— Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2017 : Néant

6.7. Exposition au risque souverain. — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

— La Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres n'a d'exposition au risque souverain que sur la France :

31/12/2018	Expositions nettes de dépréciations						
(En milliers d'Euros)	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
France		284 855		103 543	388 398		388 398
Total	0	284 855	0	103 543	388 398	0	388 398

31/12/2017	Expositions nettes de dépréciations							
(En milliers d'Euros)	Portefeuille bancaire					Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)			
France	103 964	44 015				147 979		147 979
Total	103 964	44 015	0	0	0	147 979	0	147 979

6.8. Passifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	6 398 401
Dettes envers la clientèle	3 904 691
Dettes représentées par un titre	54 711
Valeur au bilan	10 357 803

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Etablissements de crédit :		
Comptes et emprunts :	4 832	3 818
Dont comptes ordinaires créditeurs (1)	3 077	1 529
Dont comptes et emprunts au jour le jour (1)		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	19 051	22 108
Total	23 883	25 926
Opérations internes au Crédit Agricole :		
Comptes ordinaires créditeurs	30 525	175 613
Titres donnés en pension livrée	164 369	161 401
Comptes et avances à terme	6 179 624	6 043 698
Total	6 374 518	6 380 712
Valeur au bilan	6 398 401	6 406 638

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	2 995 906	2 704 879
Comptes d'épargne à régime spécial	47 551	49 122
Autres dettes envers la clientèle	861 234	967 553
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	3 904 691	3 721 554

— Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Bons de caisse :	6	6
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	18 693	17 281
Emprunts obligataires	36 012	18 758
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	54 711	36 045

6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers.

— Compensation – Actifs financiers

31/12/2018 Nature des instruments financiers (en milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	16 773		16 773	8 017		8 756
Prises en pension de titres	183 136		183 136			183 136
Prêts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	199 909	0	199 909	8 017	0	191 892

— Les compensations réalisées portent exclusivement sur les opérations internes au Groupe Crédit Agricole.

31/12/2017 Nature des instruments financiers (en milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	25 520		25 520	16 959	43	8 518
Prises en pension de titres	183 201		183 201			183 201
Prêts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	208 721	0	208 721	16 959	43	191 719

Les compensations réalisées portent exclusivement sur les opérations internes au Groupe Crédit Agricole.

— Compensation – Passifs financiers :

31/12/2018 Nature des instruments financiers (en milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	48 360		48 360	8 017	37 150	3 193
Mises en pension de titres	183 420		183 420			183 420
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	231 780	0	231 780	8 017	37 150	186 613

— Les compensations réalisées portent exclusivement sur les opérations internes au Groupe Crédit Agricole.

31/12/2017 Nature des instruments financiers (en milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	49 681		49 681	16 959	6 799	25 923
Mises en pension de titres	183 509		183 509			183 509
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	233 190	0	233 190	16 959	6 799	209 432

Les compensations réalisées portent exclusivement sur les opérations internes au Groupe Crédit Agricole.

6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants		10 781
Impôts différés	21 980	18 777
Total Actifs d'impôts courants et différés	21 980	29 558
Impôts courants	3 692	
Impôts différés		
Total Passifs d'impôts courants et différés	3 692	0

— Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux :	36 944	0
Charges à payer non déductibles	90	
Provisions pour risques et charges non déductibles	23 849	
Autres différences temporaires	13 005	
Impôts différés sur réserves latentes :	-5 003	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-5 878	
Couvertures de Flux de Trésorerie		
Gains et pertes sur écarts actuariels	875	
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre		
Impôts différés sur résultat :	-9 961	

Total Impôts différés	21 980	0
-----------------------	--------	---

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux :	32 120	0
Charges à payer non déductibles	86	
Provisions pour risques et charges non déductibles	20 767	
Autres différences temporaires	11 267	
Impôts différés sur réserves latentes :	-728	0
Actifs disponibles à la vente	-1 684	
Couvertures de Flux de Trésorerie		
Gains et pertes sur écarts actuariels	956	
Impôts différés sur résultat :	-12 617	
Total Impôts différés	18 775	0

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers :

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs :	145 631	136 822
Comptes de stocks et emplois divers	15	15
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Débiteurs divers (1)	145 563	136 766
Comptes de règlements :	53	41
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	105 188	114 305
Comptes d'encaissement et de transfert	44 821	56 854
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	5	21
Produits à recevoir	50 721	52 591
Charges constatées d'avance	264	269
Autres comptes de régularisation	9 377	4 570
Valeur au bilan	250 819	251 127

(1) Dont 790 milliers d'Euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs (1) :	79 466	73 978
Comptes de règlements		
Créditeurs divers	75 229	68 751
Versements restant à effectuer sur titres	4 237	5 227
Autres passifs d'assurance		
Autres		
Comptes de régularisation :	155 091	125 463
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	31 130	5 129
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits constatés d'avance	60 857	55 292
Charges à payer	56 813	55 538
Autres comptes de régularisation	6 291	9 504
Valeur au bilan	234 557	199 441

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12. Immeubles de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements (2)	31/12/2018
Valeur brute	1 443	1 443					-1 099	344
Amortissements et dépréciations	-162	-162		-1				-163
Valeur au bilan (1)	1 281	1 281	0	-1	0	0	-1 099	181

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(2) Réallocation de 1 099 milliers d'Euros d'immeubles de placement pour utilisation en immeubles d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	1 468		2	-27			1 443
Amortissements et dépréciations	-160		-2				-162
Valeur au bilan (1)	1 308	0	0	-27	0	0	1 281

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

Juste valeur des immeubles de placement.

— La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie "à dire d'expert", s'élève à 181 milliers d'Euros au 31 décembre 2018 contre 1 281 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

(En milliers d'Euros)		31/12/2018	31/12/2017
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2		
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	344	1 443
Valeur de marché des immeubles de placement		344	1 443

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

6.13 - Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements (2)	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation :								
Valeur brute	246 059	246 059		24 824	-37 185		1 099	234 797
Amortissements et dépréciations (1)	-131 147	-131 147		-11 212	30 644			-111 715
Valeur au bilan	114 912	114 912	0	13 612	-6 541	0	1 099	123 082
Immobilisations incorporelles :								
Valeur brute	11 751	11 751		85				11 836
Amortissements et dépréciations	-10 186	-10 186		-57				-10 243
Valeur au bilan	1 565	1 565	0	28	0	0	0	1 593

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(2) Réallocation de 1 099 milliers d'Euros d'immeubles de placement pour utilisation en immeubles d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation :							
Valeur brute	245 050		23 995	-22 986			246 059
Amortissements et dépréciations (1)	-132 887		-12 508	14 248			-131 147
Valeur au bilan	112 163	0	11 487	-8 738	0	0	114 912
Immobilisations incorporelles :							
Valeur brute	11 704		50	-3			11 751
Amortissements et dépréciations	-10 112		-78	4			-10 186
Valeur au bilan	1 592	0	-28	1	0	0	1 565

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.14. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement	11 869	11 869		608		-179		12 298
Risques d'exécution des engagements par signature	4 634	4 634		6 578	-10	-5 430	5 552	11 324
Risques opérationnels	76	76		8				84
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	5 128	5 128				-49	-378	4 701
Litiges divers	3 377	3 377		415	-198	-832		2 762
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques	5 451	5 451		3 727	-2 744	-2 601	867	4 700
Total	30 535	30 535	0	11 336	-2 952	-9 091	6 041	35 869
(1) Dont 3 428 milliers d'Euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 266 milliers d'Euros au titre de la provision pour médaille du travail.								

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Risques sur les produits épargne-logement	17 255		13		-5 399		11 869
Risques d'exécution des engagements par signature	4 968		471	-52	-753		4 634
Risques opérationnels	79		17		-20		76
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	7 240		40	-1 448	-342	-362	5 128
Litiges divers	6 122		687	-456	-2 976		3 377
Participations							0
Restructurations							0
Autres risques	8 846		4 898	-3 573	-4 720		5 451
Total	44 510	0	6 126	-5 529	-14 210	-362	30 535
(1) Dont 3 764 milliers d'Euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 265 milliers d'Euros au titre de la provision pour médaille du travail.							

Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	260 362	220 599
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	846 129	779 809
Ancienneté de plus de 10 ans	1 141 645	1 148 747
Total plans d'épargne-logement	2 248 136	2 149 155
Total comptes épargne-logement	277 697	278 523
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 525 833	2 427 678

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2018 pour les données au 31 décembre 2018 et à fin novembre 2017 pour les données au 31 décembre 2017.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement	6 113	8 638
Comptes épargne-logement	34 863	44 731
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	40 976	53 369

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	576	262
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	6 679	6 428
Ancienneté de plus de 10 ans	5 016	5 166
Total plans d'épargne-logement	12 271	11 856
Total comptes épargne-logement	27	13
Total provision au titre des contrats épargne-logement	12 298	11 869

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	01/01/2018	Dotations	Reprises	31/12/2018
Plans d'épargne-logement	11 856	11 856	594	179	12 271
Comptes épargne-logement	13	13	14	0	27
Total provision au titre des contrats épargne-logement	11 869	11 869	608	179	12 298

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe "Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie "Cadre général".

6.15 - Capitaux propres.

— Composition du capital au 31 décembre 2018. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinques de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2018	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2018	% Du capital	% Des droits de vote
Certificats Coopératifs d'associés (CCA) :	873 987	0	0	873 987	25,00%	25,00%
Dont part du Public						
Dont part Sacam Mutualisation	873 987			873 987	25,00%	25,00%
Parts sociales :	2 621 961	30	30	2 621 961	75,00%	75,00%
Dont 60 Caisses Locales	2 620 383			2 620 383	74,95%	74,95%
Dont 18 administrateurs de la CR	180	30	30	180	0,01%	0,01%
Dont Sacam Mutualisation	1			1	0,00%	0,00%
Dont Autres	1 397			1 397	0,04%	0,04%
Total	3 495 948	30	30	3 495 948	100,00%	100,00%

La valeur nominale des titres est de 15,25 Euros et le montant total du capital est de 53 313 milliers d'Euros.

Résultat par action. — Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Dividendes. — Au titre de l'exercice 2018, le Conseil d'administration de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 2 mars 2019 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,427 Euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

— Dividendes :

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2015	7,143	0,163
2016	6,958	0,183
2017	6,992	0,183
Prévu 2018	7,266	0,427

Dividendes payés au cours de l'exercice. — Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 7 149 milliers d'Euros en 2018.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2018. — L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2018 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres du 28 mars 2019.

— Le texte de la résolution est le suivant :

Le résultat net de l'exercice 2018 s'élève à : 84 675 234,43 €
 Le report à nouveau créditeur s'élève à : 646 939,29 €
 Soit un résultat à affecter de : 85 322 173,72 €

— L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide, conformément aux dispositions de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier, de répartir ainsi qu'il suit les excédents de l'exercice 2018 :

Total à affecter :	85 322 173,72 €
Réserve spéciale œuvres d'art la somme de :	6 054,31 €
Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés pour un montant de :	6 350 642,58 €
Fixer le taux d'intérêts aux parts sociales à 2,80 %, soit un montant à payer de :	1 119 577,04 €
Affecter le solde des excédents, soit :	77 845 899,79 €
¾ à la réserve légale	58 384 424,84 €
¼ à la réserve statutaire	19 461 474,95 €

6.16. Participations ne donnant pas le contrôle :

Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle. — Le tableau ci-après présente les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan des entités détenues par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Force CM2S	0,01%	0,01%		11		0,01%	0,01%		11	
Total			0	11	0			0	11	0

Informations financières individuelles résumées concernant les participations significatives ne donnant pas le contrôle. — Le tableau ci-après présente les données résumées des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres sur la base des états financiers présentés en normes IFRS.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Force CM2S	134 139	-1 631	-1 290	-989	133 532	742	1 376	1 191
Total	134 139	-1 631	-1 290	-989	133 532	742	1 376	1 191

6.17. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle. — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	91 532					91 532
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	810	34	17 962	11 688	155 730	186 224
Instruments dérivés de couverture		2 845	397	2 653		5 895
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	489		44 681	72 787	1 164 404	1 282 361
Actifs financiers au coût amorti	641 353	1 191 532	3 960 920	5 005 161	32 289	10 831 255
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9 062					9 062
Total Actifs financiers par échéance	743 246	1 194 411	4 023 960	5 092 289	1 352 423	12 406 329
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	273		2 807	3 334	20	6 434
Instruments dérivés de couverture	193	794	8 923	32 016		41 926
Passifs financiers au coût amorti	4 140 119	2 078 981	2 637 672	1 503 031		10 359 803
Dettes subordonnées						0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8 432					8 432
Total Passifs financiers par échéance	4 149 017	2 079 775	2 649 402	1 538 381	20	10 416 595

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	76 614					76 614
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15	26	785	3 952		4 778
Instruments dérivés de couverture	1	1 321	14 224	5 197		20 743
Actifs financiers disponibles à la vente	648	3 538	65 172	253 937	1 015 568	1 338 863
Prêts et créances sur les établissements de crédit	37 323	194 830	144 188	212 293		588 634
Prêts et créances sur la clientèle	569 845	923 619	3 387 481	4 645 568		9 526 513
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 561					4 561
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	9 300	4 139	162 886	42 071		218 396
Total Actifs financiers par échéance	698 307	1 127 473	3 774 736	5 163 018	1 015 568	11 779 102
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	585		736	4 322		5 643
Instruments dérivés de couverture	694	2 574	6 784	33 986		44 038
Dettes envers les établissements de crédit	901 606	1 702 071	2 315 435	1 326 125		6 245 237
Dettes envers la clientèle	2 906 280	148 081	612 041	55 152		3 721 554
Dettes représentées par un titre	5 021	7 616	4 650	18 758		36 045
Dettes subordonnées						0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	14 374					14 374
Total Passifs financiers par échéance	3 828 560	1 860 342	2 939 646	1 438 343	0	10 066 891

7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.

7.1. Détail des charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements (1) (2)	-62 561	-61 670
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-6 722	-6 772
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-2 254	-2 344
Autres charges sociales	-23 634	-20 776
Intéressement et participation	-11 286	-10 869
Impôts et taxes sur rémunération	-10 169	-13 401
Total Charges de personnel	-116 626	-115 832

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 451 milliers d'Euros au 31 décembre 2018 contre 425 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.
(2) Dont médailles du travail pour 1 266 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 1 265 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

7.2. Effectif moyen de la période :

Effectif moyen	31/12/2018	31/12/2017
France	1 655	1 670
Etranger		
Total	1 655	1 670

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies. — Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dette actuarielle au 31/12/N-1	30 898	29 660
Ecart de change		
Coût des services rendus sur l'exercice	2 158	2 207
Coût financier	423	404
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)		
Variation de périmètre	-65	-14
Prestations versées (obligatoire)	-1 054	-1 369
Taxes, charges administratives et primes		
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	272	-110
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-190	120
Dette actuarielle au 31/12/N	32 442	30 898
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.		

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Coût des services	2 158	2 207
Charge/produit d'intérêt net	56	95
Impact en compte de résultat au 31/12/N	2 214	2 302

— Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Réévaluation du passif (de l'actif) net		
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	7 032	7 068
Ecart de change		
Gains/ (pertes) actuariels sur l'actif	-76	-46
Gains/ (pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	272	-110
Gains/ (pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-190	120
Ajustement de la limitation d'actifs		
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/N	6	-36
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.		

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	27 134	25 510
Ecart de change		
Intérêt sur l'actif (produit)	367	309
Gains/ (pertes) actuariels	76	46
Cotisations payées par l'employeur	2 556	2 652
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-65	-14
Taxes, charges administratives et primes		
Prestations payées par le fonds	-1 054	-1 369
Juste valeur des actifs au 31/12/N	29 014	27 134

— Variation de juste valeur des droits à remboursement : Néant

— Position nette :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dette actuarielle fin de période	-32 442	-30 898
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période	29 014	27 134
Position nette (passif) / actif fin de période	-3 428	-3 764

— Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles :

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles	31/12/2018	31/12/2017
Taux d'actualisation (1)	1,42%	1,38%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	1,38%	1,37%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,58%	1,58%
Taux prospectif moyen d'évolution de l'assiette salariale servant de référence au calcul des droits futurs	4,27%	4,25%
(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice IBOXX.		

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs :

(En milliers d'Euros)	En %	En montant	Dont coté
Actions	9,80%	2 843	
Obligations	83,00%	24 083	
Immobiliers	7,20%	2 089	
Autres actifs			

— Au 31 décembre 2018, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -6,51 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de -7,19 %.

7.5. Autres avantages sociaux. — Les provisions constituées par la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 1 266 Euros à la fin de l'exercice 2018.

7.6 - Rémunérations de dirigeants :

Rémunération à court terme		2 211 K€
Comité de Direction	1 968 K€	
Conseil d'Administration	243 K€	
Rémunération postérieure à l'emploi		1 737 K€
Comité de Direction (1)	1 640 K€	
Conseil d'Administration	97 K€	
(1) y compris IFC : 115 Milliers d'Euros.		

8. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés :	1 663 529	1 710 371
Engagements de financement	1 198 214	1 242 373
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 198 214	1 242 373
Ouverture de crédits confirmés	699 713	802 115
Ouverture de crédits documentaires	145	3 727
Autres ouvertures de crédits confirmés	699 568	798 388
Autres engagements en faveur de la clientèle	498 501	440 258
Engagements de garantie :	465 315	467 998
Engagements d'ordre des établissements de crédit	239 987	233 912
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 643	2 973
Autres garanties (1)	237 344	230 939
Engagements d'ordre de la clientèle	225 328	234 086
Cautions immobilières	22 679	29 414
Autres garanties d'ordre de la clientèle	202 649	204 672
Engagements sur titres	0	
Titres à livrer		
Engagements reçus :	2 854 241	2 662 815
Engagements de financement	23 110	33 030
Engagements reçus des établissements de crédit	23 110	33 030
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 831 131	2 629 785
Engagements reçus des établissements de crédit	125 728	108 843
Engagements reçus de la clientèle	2 705 403	2 520 942
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	483 274	471 275
Autres garanties reçues	2 222 129	2 049 667
Engagements sur titres :	0	
Titres à recevoir		
(1) Dont 230 939 milliers d'Euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1 ^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 599 940 milliers d'Euros.		

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) :		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	2 788 618	2 732 417
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension	183 420	183 509
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	2 972 038	2 915 926
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie :		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés :		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	191 346	183 180
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	191 346	183 180

Au 31 décembre 2018 la caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie. — Au cours de l'année 2018, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté 2 788 618 milliers d'Euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 732 417 milliers d'Euros en 2017. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

— En particulier, la Caisse Régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a apporté :

– 1 798 754 milliers d'Euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 867 291 milliers d'Euros en 2017

– 179 204 milliers d'Euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 186 407 milliers d'Euros en 2017

– 810 660 milliers d'Euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 678 719 milliers d'Euros en 2017.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie. — A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 18 975 milliers d'Euros au 31 décembre 2018 contre 22 027 milliers d'Euros au 31 décembre 2017, les garanties détenues par la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres.

9. – Juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Crédit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

— Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

– des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;

– des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;

– des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;

– des actifs ou passifs exigibles à vue ;

– des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

9.1. – Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti. — Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2018	Juste valeur au 31 décembre 2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances :	10 606 845	10 463 246	0	10 407 286	55 960
Prêts et créances sur les établissements de crédit	576 038	580 468	0	545 468	35 000
Comptes ordinaires et prêts JJ	43 088	42 897		7 897	35 000
Comptes et prêts à terme	349 814	346 225		346 225	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	183 136	191 346		191 346	
Prêts subordonnés					
Autres prêts et créances					
Prêts et Créances sur la clientèle	10 030 807	9 882 778	0	9 861 818	20 960
Créances commerciales	11 330	11 330		11 330	
Autres concours à la clientèle	9 976 933	9 820 939		9 820 939	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					

Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	32 564	29 549		29 549	
Comptes ordinaires débiteurs	9 980	20 960			20 960
Titres de dettes	224 410	221 833	220 660	1 173	0
Effets publics et valeurs assimilées	103 543	102 747	102 747		
Obligations et autres titres à revenu fixe	120 867	119 086	117 913	1 173	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	10 831 255	10 685 079	220 660	10 408 459	55 960

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2017	Juste valeur au 31 décembre 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et créances	10 115 147	10 504 303	0	815 009	9 689 294
Créances sur les établissements de crédit	588 634	585 091	0	555 329	29 762
Comptes ordinaires et prêts JJ	32 998	32 742		2 980	29 762
Comptes et prêts à terme	372 435	369 169		369 169	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	183 201	183 180		183 180	
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	9 526 513	9 919 212	0	259 680	9 659 532
Créances commerciales	10 831	16 045			16 045
Autres concours à la clientèle	9 468 754	9 844 593		232 432	9 612 161
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	5 770	5 821		5 821	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	21 547	21 427		21 427	
Comptes ordinaires débiteurs	19 611	31 326			31 326
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	218 396	234 298	218 948	15 350	0
Effets publics et valeurs assimilées	103 964	114 509	103 552	10 957	
Obligations et autres titres à revenu fixe	114 432	119 789	115 396	4 393	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	10 333 543	10 738 601	218 948	830 359	9 689 294

— Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2018	Juste valeur au 31 décembre 2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	6 398 401	6 399 129	0	6 396 052	3 077
Comptes ordinaires et emprunts JJ	33 602	33 602		30 525	3 077
Comptes et emprunts à terme	6 181 379	6 176 906		6 176 906	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	183 420	188 621		188 621	
Dettes envers la clientèle	3 904 691	3 863 211	0	3 873 211	0
Comptes ordinaires créditeurs	2 995 906	2 995 899		2 995 899	
Comptes d'épargne à régime spécial	47 551	47 551		47 551	
Autres dettes envers la clientèle	861 234	819 761		829 761	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	54 711	54 729	36 082	18 647	

Dettes subordonnées		19 722		19 722	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	10 357 803	10 336 791	36 082	10 307 632	3 077

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2017	Juste valeur au 31 décembre 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	6 245 237	6 241 769	0	6 241 634	135
Comptes ordinaires et emprunts JJ	15 741	15 741		15 606	135
Comptes et emprunts à terme	6 045 987	6 042 854		6 042 854	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	183 509	183 174		183 174	
Dettes envers la clientèle :	3 721 554	3 786 520	0	3 786 520	0
Comptes ordinaires créditeurs	2 704 879	2 704 870		2 704 870	
Comptes d'épargne à régime spécial	49 122	49 122		49 122	
Autres dettes envers la clientèle	967 553	1 032 528		1 032 528	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre :	36 045	36 087	18 833	17 254	
Dettes subordonnées :					
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	10 002 836	10 064 376	18 833	10 045 408	135

9.2. – Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. — Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Crédit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

— Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation : Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction :	10 878	0	10 878	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	10 878		10 878	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat :				

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	597	0	597	0
Actions et autres titres à revenu variable				
Titres de participation non consolidés	597		597	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	174 749	12 201	156 833	5 715
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes :	174 749	12 201	156 833	5 715
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 882	12 201	1 966	5 715
OPCVM	154 867		154 867	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte :	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	1 282 361	117 957	1 164 404	0
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 164 404	0	1 164 404	
Actions et autres titres à revenu variable	2 030		2 030	
Titres de participation non consolidés	1 162 374		1 162 374	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	117 957	117 957		
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	117 957	117 957		
Effets publics et valeurs assimilées	61 240	61 240		
Obligations et autres titres à revenu fixe	56 717	56 717		
Instruments dérivés de couverture	5 895		5 895	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 474 480	130 158	1 338 607	5 715
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 778	0	4 778	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	4 778		4 778	

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Valeurs reçues en pension				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actifs financiers disponibles à la vente	1 338 863	130 258	1 208 605	0
Effets publics et valeurs assimilées	48 799	48 799		
Obligations et autres titres à revenu fixe	274 496	81 459	193 037	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 015 568		1 015 568	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	20 742		20 742	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 364 383	130 258	1 234 125	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0
<i>(1) Y compris 478 172 milliers d'Euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif de la note 1.3 "Principes et méthodes comptables").</i>				

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	6 434	0	6 434	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	6 434		6 434	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	41 926		41 926	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	48 360	0	48 360	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 644	0	5 644	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	5 644		5 644	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	44 037		44 037	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	49 681	0	49 681	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 : Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3.

— Seuls des titres de dettes ne remplissant pas les critères SPPI sont valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

(En milliers d'Euros)	Total Actifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le niveau 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			
		Titres de dettes			
		Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes
Solde d'ouverture (01/01/2018)	5 841		5 841		5 841
Gains /pertes de la période (1)	-126	0	-126	0	-126
Comptabilisés en résultat	-126		-126		-126
Comptabilisés en capitaux propres	0				0
Achats de la période	0				0
Ventes de la période	0				0
Emissions de la période	0				0
Dénouements de la période	0				0
Reclassements de la période	0				0
Variations liées au périmètre de la période	0				0
Transferts	0	0	0	0	0
Transferts vers niveau 3	0				0
Transferts hors niveau 3	0				0
Solde de clôture (31/12/2018)	5 715	0	5 715	0	5 715
(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :					

Gains / pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	0
Comptabilisés en résultat	
Comptabilisés en capitaux propres	

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 : Néant

10. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018.

— Date de clôture : Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

— Opérations de titrisation et fonds dédiés : Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits (FCT Crédit Agricole Habitat 2015) soit placés dans le marché par le Groupe (FCT Crédit Agricole Habitat 2017 et FCT Crédit Agricole Habitat 2018).

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du Groupe Crédit Agricole

— Composition du périmètre :

Périmètre de consolidation de la Caisse régionale	Méthode de consolidation	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle	% De contrôle		% D'intérêt	
				31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Établissement bancaire et financier							
Caisses locales CMDS	IG	France	Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
OPVCM							
Force CM2S	IG	France	Filiale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Divers							
Société Technique de Titrisation	IG	France	Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Au 31 décembre 2018 la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat 2015, Crédit Agricole Habitat 2017 et Crédit Agricole Habitat 2018 a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

— Liste des Caisses Locales :

Caisse locale	Adresse	Code - commune
C.L. AIGREFEUILLE	3 RUE DE L'AUNIS	17290 AIGREFEUILLE
C.L. ARCHIAC	9 RUE CATHERINE D'ARCHIAC	17520 ARCHIAC
C.L. AULNAY	12 PLACE ARISTIDE BRIAND	17470 AULNAY
C.L. BURIE	RUE DE VERDUN	17770 BURIE
C.L. COURCON	3 RUE DE LA POTENCE	17170 COURCON D'AUNIS
C.L. COZES	11 GRANDE RUE	17120 COZES
C.L. GEMOZAC	9 PLACE JACQUES VERNEUIL	17260 GEMOZAC
C.L. JONZAC	1 BIS AVENUE DES POILUS	17500 JONZAC
C.L. MARANS	26 RUE D'ALIGRE	17230 MARANS
C.L. MARENNES	PLACE DE LA POSTE	17320 MARENNES
C.L. MIRAMBEAU	105 RUE DE LA RÉPUBLIQUE	17150 MIRAMBEAU
C.L. PONS	22 COURS JULES FERRY	17800 PONS
C.L. ILE DE RE	1 ROUTE D'ARS	17670 LA COUARDE SUR MER
C.L. ROCHEFORT	39 AVENUE LAFAYETTE	17300 ROCHEFORT
C.L. ROYAN	13 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE	17200 ROYAN
C.L. SAINTES	31 AVENUE GAMBETTA	17100 SAINTES
C.L. SAUJON	2 BIS COURS VICTOR HUGO	17600 SAUJON
C.L. SURGERES	98 RUE AUDRY DE PUYRAVAULT	17700 SURGERES
C.L. SAINT - GENIS	64 AVENUE DE BORDEAUX	17240 ST GENIS DE SAINTONGE
C.L. SAINT JEAN D'ANGELY	14 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE	17400 ST JEAN D'ANG
C.L. SAINT PIERRE D' OLERON	PLACE GAMBETTA	17310 ST PIERRE D'OLERON
C.L. SAINT - PORCHAIRE	93 ROUTE NATIONALE	17250 ST PORCHAIRE
C.L. LA TREMBLADE	PLACE ALSACE LORRAINE	17390 LA TREMBLADE
C.L. ST-SAVINIEN T-BOUTONNE	4 PLACE DE LA VICTOIRE	17350 ST SAVINIEN
C.L. BEAUVAIS-MATHA	PLACE DE LA MADELEINE	17160 MATHA
C.L. LES DEUX MONTS	8 RUE DES BROUILLAUDS	17130 MONTENDRE
C.L. LA ROCHELLE EST	PLACE DE LA POMMERAIE	17180 PERIGNY
C.L. LA ROCHELLE TERRE ET MER	CENTRE D'AFFAIRES BEAULIEU OUEST 6 AV de Belgique ILOT 3	17138 PUILBOREAU
C.L. LA ROCHELLE LITTORAL SUD	1 BIS RUE DU GENERAL GALLIENI	17000 LA ROCHELLE
CL. LA DOUBLE SAINTONGEASE	30 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	17270 MONTGUYON

C.L. AIRVAULT ST-LOUP	1 BIS RUE DES HALLES	79600 AIRVAULT
C.L. ARGENTON LES VALLEES	6 PLACE DU 4 AOÛT	79150 ARGENTON LES VALLEES
C.L. BEAUVOIR SUR NIORT	330 RUE DE LA GARE	79360 BEAUVOIR SUR NIORT
C.L. BRESSUIRE	13 BD J.NÉRISSON	79300 BRESSUIRE
C.L. BRIOUX SUR BOUTONNE	88 RUE DU COMMERCE	79170 BRIOUX SUR BOUTONNE
C.L. CELLES SUR BELLE	4 RUE DE LA GARE	79370 CELLES SUR BELLE
C.L. CERIZAY	19 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	79140 CERIZAY
C.L. CHAMPDENIERS	29 PLACE DU CHAMP DE FOIRE	79220 CHAMPDENIERS
C.L. MAULEON	2, RUE ALEXIS DE CHATILLON	79700 MAULEON
C.L. CHEF - BOUTONNE	10 BIS AVENUE L.DOIGNON	79110 CHEF-BOUTONNE
C.L. COULONGES SUR L' AUTIZE	4 BOULEVARD DE NIORT	79160 COULONGES SUR L'AUTIZE
C.L. FRONTENAY ROHAN - ROHAN	75 RUE GIANNÉSINI	79270 FRONTENAY R. R.
C.L. LA MOTHE SAINT - HERAY	32 RUE DE LA LIBÉRATION	79800 LA MOTHE ST-HERAY
C.L. LEZAY	4 RUE DE GATEBOURSE	79120 LEZAY
C.L. MAUZE SUR LE MIGNON	4 ROUTE DE JOUET	79210 MAUZE SUR LE MIGNON
C.L. MAZIERES	PLACE DES MARRONNIERS	79130 MAZIERES EN GATINE
C.L. MELLE	3 PLACE RENÉ GROUSSARD	79500 MELLE
C.L. MENIGOUTE	5 ROUTE DE PARTHENAY	79340 MENIGOUTE
C.L. MONCOUTANT	16 AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY	79320 MONCOUTANT
C.L. NIORT	46 RUE DU 14 JUILLET	79000 NIORT
C.L. PARTHENAY	2 AVENUE MENDÈS FRANCE	79200 PARTHENAY
C.L. PRAHECQ	29 ROUTE DE NIORT	79230 PRAHECQ
C.L. SAINT - MAIXENT	4 AVENUE GAMBETTA	79400 ST MAIXENT L'ECOLE
C.L. SAINT - VARENT	13 PLACE DU 14 JUILLET	79330 ST VARENT
C.L. SAUZE - VAUSSAIS	2 PLACE DU GRAND PUIIS	79190 SAUZE VAUSSAIS
C.L. SECONDIGNY	29 RUE DE L'ANJOU	79130 SECONDIGNY
C.L. THENEZAY	6 RUE ST HONORÉ	79390 THENEZAY
C.L. THOUARS	30 BOULEVARD ERNEST RENAN	79100 THOUARS
C.L. NUEIL LES AUBIERS	73 AVENUE ST HUBERT	79250 NUEIL LES AUBIERS
C.L. LA CRECHE	67 AVENUE DE PARIS	79260 LA CRECHE

11. – Participations et entités structurées non consolidées.

11.1. Participations non consolidées. — Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 162 374 milliers d'Euros au 31 décembre 2018 contre 996 809 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

11.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation. — Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% D'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2018	31/12/2017	
AGRI 79	France	26%	26%	Entité non significative
SOLEBA	France	100%	100%	Entité non significative
COFISA	France	100%	100%	Entité non significative
CMDS SQUARE HABITAT	France	100%	100%	Entité non significative
LA ROCHELLE IMMOBILIER	France	100%	100%	Entité non significative
CMDS CONSEIL IMMOBILIER	France	100%	100%	Entité non significative
SQUARE HABITAT SUD 17	France	100%	100%	Entité non significative
SQUARE HABITAT NORD 17	France	100%	100%	Entité non significative
SQUARE HABITAT 79	France	100%	100%	Entité non significative
CA CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES EXPANSION	France	100%	100%	Entité non significative
FIEF NOUVEAU	France	100%	100%	Entité non significative
SAINTONGE IMMOBILIER	France	100%	100%	Entité non significative
SAS SQUARE HABITAT RIVAGES IMMOBILIER	France	100%		
SAINTONGE DEVELOPPEMENT	France	87%		

11.1.2. Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif. — Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% D'intérêt		Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice
		31/12/2018	31/12/2017		
SAFER POITOU CHARENTES	France	11%	11%	6 212 781	144 448
SOCIETE CHARENTAISE D'EDITION ET DE PUBLICATIONS AGRICOLES R	France	15%	15%	324 877	14 688
TIPEE	France	12%	15%	867 804	26 576
LES FEVRIERS	France	14%		320 317	-29 683

11.2. Informations sur les entités structurées non consolidées. — Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

— Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus : Au 31 décembre 2018, la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité.

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités : Au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, l'implication de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			
	Fonds de placement			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	32 861	32 861		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	46 443	46 443		
Actifs financiers au coût amorti				
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	79 304	79 304	0	0
Instruments de capitaux propres				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat				
Dettes				
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0
Engagements donnés :				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres				
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature				
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	5 037 943			

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			
	Fonds de placement			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers disponibles à la vente	86 215			
Prêts et créances				
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	86 215	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Dettes				

Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0
Engagements donnés :				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres				
Provisions sur risque d'exécution - Engagements par signature				
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	5 983 290			

— Exposition maximale au risque de perte : L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de crédit default swap pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

12. Événements postérieurs au 31 décembre 2018.

Aucun événement postérieur à la clôture de nature à avoir un impact significatif sur les comptes n'est à signaler.